

# Voix et Visages

ASSOCIATION NATIONALE DES ANCIENNES DÉPORTÉES ET INTERNÉES DE LA RÉSISTANCE - 241, BD ST-GERMAIN, PARIS 7° - (1) 45 51 34 14

## ASSEMBLÉE GÉNÉRALE du 20 MARS 1992



### Ouverture de la séance

par GENEVIÈVE DE GAULLE ANTHONIOZ

Que je vous dise tout d'abord notre joie de ces retrouvailles ! Notre nombre tend plutôt à diminuer, bien que nous ayons cette année trois nouvelles adhérentes, mais hélas, la santé, les épreuves de toute sorte retiennent loin de nous beaucoup de nos camarades. Aujourd'hui, il faut penser surtout à la joie de se revoir mais c'est une joie mêlée de peine, puisque comme chaque année nous allons, si vous le voulez bien, nommer nos camarades qui nous ont quittés cette année.

### Liste des décédées

M<sup>mes</sup> Solange Blanc de Vianney de Sète, Renée Bernet de Paris, Irène Besnard d'Olivet, Madeleine Bitouzet de Paris, Marie-Thérèse Cremmel de Molsheim, Jeanne Dabrowski de Créteil, Marie-Louise Denis de Clermont-Ferrand, Cécile Deschamps de Paris, Alice Discry-Monnier de Belgique, Georgette Eyraud de Challe-les-Eaux, Marguerite Gelis de Paris, Suzanne Goujon de Langeais, Odette Gruffy de Le Cannet, Josette Guillaume de Vic-Le-Comte, Jackie Guyet de Saint-Vallier, Ariane Le Douaron de Paris, Anne Lefèvre-Duclos de Le Vésinet, Marie-Thérèse Lurton de Levallois-Perret, Gabrielle Mathieu de Raon-l'Étape, Lucienne Mallet d'Olivet, Marcelle Ménard de Cholet, Magdeleine Nicolas-Lugand de Bayonne, Elisabeth Olah de Paris, Andrée Péron de Fleury-les-Aubrais, Nelly Prat de l'Étang-la-Ville, Marie-Thérèse Rousseau de Paris, Denise Revers de Montreuil-Bellay, M<sup>mes</sup> Saarbach de Rohrbach-lès-Bitche, Rose Schaldy de Metz, Marthe Scheibel d'Illkwich-Grefenstaden, Germaine Sougens de Bordeaux, Madeleine Thomas de Caen, Fernande Valgaeren de Sanary, Marie-Yvonne Wendolowska de Paris.

C'est toujours dans un sentiment de gravité que nous commençons cette Assemblée Générale. Chaque année, en pensant à celles qui ne sont plus là, en évoquant chacun de leurs visages que nous avons tant aimés, tout ce qu'elles nous ont donné et apporté, dans notre vie personnelle ou dans la vie de l'A.D.I.R.,

chaque année nous nous disons, il faut encore continuer un petit peu. Bien sûr, je le sais, notre nombre va diminuer, nos forces diminuent aussi ; un certain nombre d'entre nous connaissent de dures épreuves, perdent un mari, un fils, un être cher, et malgré cela, nous n'avons pas oublié nos promesses : d'abord de ne jamais nous abandonner les unes les autres, d'être toujours fraternelles et présentes, et aussi, dans toute la mesure de nos forces, de témoigner. Le témoignage, il est bien sûr requis, peut-être même davantage qu'il y a quelques années. Pourquoi ? D'abord parce que au fur et à mesure que le temps passe les souvenirs peuvent s'effacer, devenir moins vifs ; mais il y a en même temps un intérêt marqué par les jeunes générations qui veulent connaître l'histoire et qui sont heureux de rencontrer des témoins encore vivants de cette histoire. Et aussi parce que cette histoire, comme vous le savez, est niée, bafouée par ceux qu'on appelle les révisionnistes.

Déportation est maintenant déjà en marche, et quand nous aurons terminé ce qui est le panorama de la vie de l'année, c'est-à-dire le Rapport moral, le Rapport financier, ainsi que les interventions de nos camarades qui sont dans la ligne de ce rapport, nous aborderons au début des questions diverses la question importante de savoir ce que notre A.D.I.R. va décider de faire. Je vous expliquerai les démarches qui ont déjà été accomplies, à la fois par la Fondation pour la mémoire de la Déportation et par d'autres déportés que nous, en particulier ceux de la F.N.D.I.R., de l'U.N.A.D.I.F., des Amicales de camps... Nous tirerons les conclusions de votre accord ou de votre désaccord. Pour répondre à vos questions nous avons la chance d'avoir parmi nous une de nos camarades de l'A.D.I.R. qui est la Présidente de la Fondation, Marie-Claude Vaillant-Couturier. Deux autres membres de l'A.D.I.R. sont également dans le Conseil d'Administration de la Fondation :



Ce devoir de témoignage va m'amener tout à l'heure à vous parler d'un sujet très important : la Fondation pour la mémoire de la Déportation. Il y a un projet, comme vous le savez aussi, une Fondation pour la mémoire de la Résistance qui n'est pas encore créée et dont je ne peux pas vous parler aujourd'hui. Par contre la Fondation pour la mémoire de la

Marie-Jo Chombard de Lauwe, qui est parmi nous aujourd'hui et Marie-Élisa Cohen qui n'est pas ici et s'en excuse parce qu'elle a beaucoup de peine à se déplacer. Je vous rappelle d'ailleurs que Marie-Claude représente ici en même temps l'Amicale d'Auschwitz que nous avons toujours invitée à nos Assemblées Générales. Je suis donc heureuse de

4 P. 4616



saluer cette Amicale en sa personne. Puis naturellement je suis aussi très heureuse de saluer l'Amicale de Ravensbrück (représentée à la fois par sa Co-Présidente, Marie-Jo, et par sa Secrétaire Générale, Cécile Lesieur). Rose Guérin, l'autre Co-Présidente, vous prie de l'excuser.

Bien entendu nous avons reçu une masse d'excuses. En particulier un groupe de nonagénaires de la région Rhône-Alpes qui ont entre 90 et 97 ans ; on comprend que pour elles le voyage devienne difficile ! Mais elles nous écrivent pour dire : « On est avec vous, on attend le compte rendu de cette Assemblée Générale qui compte beaucoup pour nous ». Nous pensons donc à elles toutes et nous entamons tout de suite notre Rapport moral et notre Rapport financier mais auparavant je voudrais vous dire que nous allons accueillir tout à l'heure, vers seize heures, notre invité Jean Marin. Nous attendons sa conférence avec le plus grand intérêt.

(Applaudissements)

\*\*\*

## RAPPORT MORAL (Exercice 1991)

DENISE VERNAY : Mes amies,

Geneviève nous a fait part de quelques-uns des vastes problèmes qui se posent à l'A.D.I.R., le temps passant et nous vieillissant. Le rapport moral se doit d'être plus proche encore du concret et de rendre compte des activités sur le terrain de toutes. C'est ce dont je vais vous parler.

Le temps passe vite ; les événements se pressent, chacun bousculant le précédent, tandis que l'actualité nous est donnée au jour le jour et même à l'heure l'heure. Il n'est que d'évoquer les vœux formulés l'année dernière devant vous de future paix durable dans le Golfe, dont on n'évoque plus guère la situation stagnante aujourd'hui.

Aujourd'hui où l'on débat davantage de ce qui se passe en France et en Europe, bien que les questions de politiques étrangères soient aussi brûlantes. Les mentalités évoluent dans notre pays. Quand on y évoque la guerre, on ne sait plus de laquelle il est question. La nôtre ? Celle d'après : la guerre d'Indochine ? La guerre d'Algérie ? La toute proche guerre du Golfe ? Face aux jeunes générations, nous ne pouvons plus parler de la « dernière guerre ». Laquelle pour eux ? Nous sommes obligées de préciser « la guerre de 1939-45 », car peu à peu nous sommes rejoints dans les réunions d'associations d'anciens combattants, aux différents offices et administrations qui leur sont consacrés, par d'autres qui eux aussi souhaitent se faire entendre et reconnaître. Et ce n'est que logique. Ce qui l'est moins, ce pourquoi il convient de veiller comme toujours, mais plus que jamais, c'est sur la façon dont l'histoire est et sera écrite, sur la dérive des esprits oublieux et des jugements faussés. C'est par un appel à la vigilance que débutera... et s'achèvera mon rapport.

Tel est bien le mot d'ordre qu'exprimait l'éditorial du dernier *Voix et Visages* en évoquant le cinquantenaire de la Conférence de

### Liste des excusées

Mmes André, Archippe, Auba, Baron, Barsacq, Barthélémy, Begoc, Bene, Bernal, Besserve, Bicot, Bizot-Coillaud, Boidièrre, Boissière, Boucaud, Boudier, Bouras, Brini, Buis, Carro, Caze, Châtelain, Cizaire, Claude, Cohen, Coillot, Colin, Collin, de Cormont, Couillaud, Coulon, Courtaud, Croisé, Cugnet, Davansens, Dior, Doireau, Douheret, Dumontel, Dupré, Escoffier, Ethève, Faure, Feigelson, François, Friang, Garnier, Gillet, Giovanni, Gonin, Gorrand, Graziele, Guenin, Guenot, Guerin, Guillemain, Guivarch, Guyonvarch, Haugueret, Huard, Jéné, Kerangal, Labadie, Lafont, Larcher-Ruallem, Laroche, Leclère, Leculier, Lefèvre, Léger, Le Pallec, Lepoutre, LHugnot, Liège, Loche, Lointier, Loyer, Luccioni, Maguin, Maspero, Mayor, Menot, Merle, Merlo, Mignoy, Mole, Moreau, Mortier-Laurent, Nelaton, Ortiz, Patachon, Pautot, Pelletier, Perot, Petro, Piron, Pluvignage, Porta, Pujol, Reme, Renault, Reyl, Rivière, Romanowicz, Roquère, Roux, Saulnier, C. de Schwilgue, M. de Schwilgue, Scoffie, Seris, Siffre, Simonneau, Steint-Schoen, Strohl, Sudre, Tavernier, Touquet, Trachta-Docquer, Van Ryckeghem.

Wannsee où fut décrété et organisé l'assassinat de tous les juifs d'Europe. Telle est aussi la conclusion qu'entraînait l'éditorial antérieur du Dr Caroline Mangin-Lazarus qui analysait la collusion de la politique et de la médecine nazies.

### Notre Bulletin

Voici donc que mon propos s'est porté tout de suite vers notre *Voix et Visages*. Il n'est pas d'usage de le citer en premier lieu, mais il est de plus en plus essentiel à la vie de l'A.D.I.R.. C'est le lien qui nous unit, nous, valides et invalides, à travers toute la France. C'est lui qui nous tient informées, c'est lui qui, intéressant un public beaucoup plus vaste que les membres de notre association, apporte réflexions et témoignages inédits. C'est pourquoi le Conseil a jugé bon malgré les mesures d'économie qu'il nous faut envisager de prendre, et Paulette notre trésorière vous en parlera, qu'une grosse partie de notre budget continue à lui être affectée.

Jacqueline Rameil nous avait montré le chemin, elle qui y consacra son talent et son énergie. Je sais que bien d'autres camarades que je ne cite pas nous ont, hélas, quittées depuis plus de dix-huit mois, mais il est naturel d'évoquer tout ce que nous lui devons. Jacqueline Rameil - *Voix et Visages* ces deux noms seront pour nous toujours liés. Depuis, Charlotte Nadel s'attache à notre publication avec une conscience sans pareille.

*Voix et Visages* donc nous a informées des nouveaux décrets qui régissent les pensions des déportés ; Geneviève, l'année dernière, avait demandé à notre camarade le Dr Annette Chalut de faire le point. Depuis l'A.D.I.R. a pris conseil auprès d'un professeur de droit administratif. Nous en avons communiqué les résultats à la FNDIR-UNADIF et à la FNDIRP qui avaient entrepris des démarches

avant nous auprès des instances concernées ; un modèle de recours auprès du tribunal des pensions a été mis au point et envoyé pour bon usage à toutes nos déléguées. L'A.D.I.R. est maintenant associée à toutes les interventions que nécessite la complexité à laquelle se heurtent celles de nos camarades qui ont déposé des dossiers de pension depuis octobre 1989. Le Conseil, par ma voix, remercie nos déléguées et toutes les camarades qui se sont jointes à elles, en écrivant aux personnalités de leur région pour les mobiliser. Députés, sénateurs, maires, conseillers généraux ont soutenu nos demandes. Votre action a été efficace. Annette Chalut vous le dira tout à l'heure en faisant le point.

### Ravensbrück, patrimoine culturel européen

Comme vous le voyez, les problèmes changent de dimensions. Il en est un autre qui a soulevé notre indignation : les atteintes à la préservation des lieux de mémoire en Allemagne, en particulier celle du camp de Ravensbrück. La réunification des deux Allemagne a entraîné un changement des statuts des sites et monuments en ex-RDA, rappelant les atrocités nazies ainsi que celles de leurs responsables. La presse, en juillet dernier, a alerté un large public. Mais dès la fin de 1990 une réunion de travail avait permis aux représentants des associations d'anciens internés et déportés de faire part de leurs vives inquiétudes aux représentants du ministère des Affaires étrangères et du Secrétariat d'Etat aux Anciens combattants et Victimes de Guerre, et d'envisager ensemble les mesures à prendre.

Une réunion, suscitée par les Comités internationaux des camps de concentration nazis, s'est tenue au début juin à Cracovie. Il s'agissait d'obtenir le classement des camps nazis dans le « patrimoine culturel européen » par la Conférence sur la Sécurité et la Coopération en Europe (CSCE) qui tenait ses assises dans la ville. La réponse fut positive, les Länder gardant la charge de l'entretien, comme prévu par le Traité de Paris conclu en 1954 entre le Quai d'Orsay et le gouvernement de Bonn. Les conditions de transport pour les pèlerins sur les sites sont maintenues.

Quant au camp de Ravensbrück, il ne sera pas défiguré par un centre de commerce et de loisirs. Le Comité International de Ravensbrück a invité l'A.D.I.R. à réfléchir sur place, en septembre dernier à l'aménagement des lieux - qui doivent être abandonnés par l'armée rouge en fin 1994 - et à la rénovation du Musée. Anise Postel-Vinay qui nous a représentées à cette réunion saura répondre tout à l'heure à vos questions.

### Les Procès

Une de nos grandes préoccupations vient d'être dissipée à notre entière satisfaction définitivement : l'assemblée plénière de la Cour de cassation a rendu, le 10 février dernier, quatre arrêts constatant que la dénomination des associations de Français ayant eu à subir le service du travail obligatoire (STO) ne pouvait comporter le mot « déporté ». Selon la Cour, « seuls les déportés résistants et les déportés



politiques, à l'exclusion des personnes contraintes au travail en pays ennemi, sont fondés à se prévaloir du titre de déportés ». Les quatre arrêts de l'assemblée plénière reprennent donc les lois du 6 août et du 9 septembre 1948 et celle de 1951 qui font la différence entre les « requis du STO » et les « déportés ». J'espère que nos déléguées n'auront plus dorénavant à intervenir officiellement à ce sujet, et là encore on voit l'efficacité des actions conjuguées de toutes les associations d'internés et de déportés.

D'autres procès sont en cours de longue date. Dernier avatar de celui de Klaus Barbie : le scandale créé par son avocat Maître Vergès en faisant état d'un testament de son client après sa mort (qui ne nous a pas fait pleurer !) le 25 septembre.

Le procès de René Bousquet, secrétaire général de la police sous Vichy, inculpé le 1<sup>er</sup> mars 1991 pour crimes contre l'humanité par la Chambre d'accusation de Paris, aura-t-il lieu, alors que le juge d'instruction a rendu son rapport déjà depuis le 6 juin ?

Paul Touvier, 77 ans, arrêté en 1989, inculpé lui aussi pour crimes contre l'humanité pour son rôle dans la Milice et l'assassinat de Victor Basch, a été mis en liberté provisoire en juillet 1991. L'instruction était close depuis septembre.

Un mois après l'arrestation de l'ancien milicien, à la demande du cardinal Decourtray, archevêque de Lyon, une commission de huit historiens a enquêté sur « Touvier et l'Église », plus précisément, je cite : « sur le rôle de l'Église catholique ou de certains de ses membres dans les protections dont Paul Touvier bénéficia de 1944 à 1989. » Cette initiative courageuse sans précédent vient d'aboutir à la publication d'un gros rapport dont les conclusions ont été largement diffusées. Les parties civiles ont demandé que ce rapport soit joint aux dossiers du procès ce qui rouvre les débats de l'instruction. Une nouvelle audience a eu lieu hier dont je n'ai pas encore d'échos.

La loi du 13 juillet 1990 qui interdit à quiconque de mettre en doute les crimes contre l'humanité, a permis à la XVII<sup>e</sup> chambre correctionnelle de Paris de condamner Robert Faurisson à 100 000 francs d'amende avec sursis. Il devra verser des dommages et intérêts. Selon une loi analogue, en Autriche, une plainte a été déposée contre le président de la chambre des ingénieurs autrichiens défenseur des thèses révisionnistes, la semaine dernière.

Les professeurs ouvertement « négationnistes » protestent contre leur exclusion de l'université, tels Bernard Notin à Lyon III qui a saisi le Conseil d'État et André Delaporte à Nantes pour lequel c'est le ministère de l'Éducation nationale qui a saisi le Conseil d'État. D'autre part, ce Conseil d'État, dernier recours en la matière, a confirmé le 10 février dernier le jugement datant de janvier 1988 du tribunal administratif de Nantes annulant la soutenance de thèse de Henri Roques, émule de Robert Faurisson.

Toujours grâce à cette loi du 13 juillet 1990, une action judiciaire a été intentée à l'encontre d'un des distributeurs de tracts « négationnistes » à la porte d'un lycée de Nice.

À Caen des peines de prison avec sursis assorties d'amendes ont été requises contre deux étudiants responsables de tracts niant l'existence des chambres à gaz, tracts adressés à des lauréats du Concours national de la

Résistance et de la Déportation ! Pire encore, trois lauréats de l'Allier, de retour d'une visite de Mauthausen, ont reçu nominativement mais non signés, à leur collège, deux ouvrages d'« histoires révisionnistes ». La protestation de l'Amicale de Mauthausen a été publiée, avec le récit de l'affaire, dans *La Montagne* du 9 janvier. La motion de protestation des Résistants et déportés de l'Allier que nous envoie notre déléguée est un appel général à la vigilance.

Ce sont toutes nos déléguées qui tiennent le Conseil au courant des méfaits ponctuels de la propagande négationniste, et de leur participation aux actions conjuguées des différentes associations de résistants, d'internés et de déportés, et de celles de la défense des droits de l'homme.

Leur rapport annuel note aussi la large part qu'elles prennent avec vous toutes à la préparation du Concours national de la Résistance et de la Déportation. Témoigner auprès des jeunes, témoigner, toujours et encore quand nous le pouvons, est un des engagements fondamentaux de l'A.D.I.R.. Aller dans les collèges et les lycées est une tâche pénible à la fois physiquement et sentimentalement ; l'attention et l'intérêt que vous suscitez chez les élèves est sans doute une compensation importante à votre effort. Il en est sûrement de même des résultats très encourageants du Concours 1991, dont le thème était les camps de concentrations nazis.

### **Le Concours national de la Résistance et de la Déportation**

51 651 jeunes ont participé à ce concours, soit quelque 12 % de plus qu'en 1990 qui fut pourtant l'année de Gaulle. La répartition des catégories d'élèves est intéressante : pour les Troisièmes, plus de 30 400 copies et 14 450 mémoires, soit des augmentations respectivement de 5 % et de 22,44 %. Les Terminales, auxquels s'étaient joints nombre d'élèves de Première, ont remis 6 795 copies, soit une progression de 25,34 %. Des mémoires ont été exécutés dans plus de mille établissements, et des copies envoyées de 1 415 collèges et 545 lycées. Le jury national a eu à départager 206 devoirs de Terminale et de Première, 202 de classes de Troisième tant leur qualité avait été jugée remarquable par les jurys départementaux, et 193 mémoires collectifs. Les six lauréats de chaque catégorie et des six travaux de groupe ainsi que les nombreux mentionnés, étaient présents avec leurs professeurs le 17 décembre à la remise solennelle des prix à l'Institut National des Invalides, accueillis par de hautes autorités gouvernementales et par de nombreux représentants des associations.

La cérémonie de remise des prix sur le plan départemental donne lieu partout en France à des rencontres chaleureuses entre les lauréats, leurs professeurs, les représentants des pouvoirs publics et des associations promotrices du concours.

Celui qui vient d'avoir lieu hier avait pour thème : « Les différentes formes de la résistance dans votre ville, dans votre région », pour les élèves de Troisième, et le Conseil National de la Résistance — C.N.R. — pour ceux de Terminale et de Première.

Nous pouvons espérer que ces jeunes sau-

ront répandre autour d'eux ce qu'ils ont appris de leurs professeurs et de nous-mêmes. Nous sommes sûres que ceux qui ont eu le privilège d'être conduits, encadrés par d'anciens résistants, internés et déportés, sur des lieux de mémoire en sont imprégnés à jamais ; ainsi le prouvent les récits d'élèves que notre déléguée des Yvelines, Jacqueline Fleury, a accompagnés au Musée de Besançon puis au Struthof, récits que nous avons publiés dans le dernier *Voix et Visages*. Dans les Yvelines encore, « une semaine contre l'oubli » est consacrée annuellement dans trois lycées ; des expositions y sont organisées. Dans les Hauts-de-Seine, des jeunes touchés par les témoignages qu'ils avaient entendus, ont créé une association « La relève du matin » afin de recueillir eux-mêmes des témoignages.

Toutes ces initiatives sont réconfortantes et la preuve de l'efficacité de notre action, en accord avec tous nos camarades, pour maintenir le souvenir.

### **Soyons vigilantes**

Cette forme de vigilance est d'autant plus nécessaire que plusieurs d'entre vous nous ont fait part de leur inquiétude devant l'ambiguïté insidieuse qui apparaît dans les propos de quelques étudiants : le doute, un doute redoutable, gagne certains milieux. Nous ne connaissons que ceux qui viennent nous interroger, combien d'autres restent indifférents, étrangers à notre histoire qui est aussi la leur. Ces propos vont souvent, mais pas toujours, de pair avec des discours xénophobes et racistes. Alors n'oublions pas que notre intermède suit notre lutte pour la libération de notre pays et la défense des droits de l'homme. Il n'est pas toujours facile de convaincre. Le numéro 191, de juillet-octobre 1984 de *Voix et Visages* comportait un encart sur les chambres à gaz qui peut vous fournir une argumentation précise, vous pouvez en demander au secrétariat du Bd St Germain. Une plaquette, publiée en 1987 aux éditions Nathan et subventionnée par le Secrétariat d'État aux Anciens combattants et victimes de guerre, avait été adressée gratuitement à tous les professeurs d'histoire et de géographie pour leur permettre de répondre aux questions de leurs élèves sur les chambres à gaz. Son auteur, François Bédarida, l'a complétée, elle est en vente en librairie depuis la semaine dernière sous le titre de *Le génocide et le nazisme*, éditée par Presses Pocket (33 F).

Le Ravensbrück de Germaine Tillion continue à bien se vendre. Le témoignage posthume de Haïdi Hautval commence à se répandre dans les cercles médicaux soucieux d'éthique, et bien au delà (270 exemplaires en ont été vendus). L'A.D.I.R. reçoit avec reconnaissance les droits d'auteur de ces deux ouvrages.

### **Travaux des historiens et des chercheurs**

D'autres historiens mènent des recherches sur l'univers concentrationnaire et ses victimes. Ainsi Annette Wieviorka a soutenu la thèse qu'elle préparait depuis plusieurs années. Son travail vient d'être publié ; il est intitulé *Déportation et génocide Entre la mémoire et l'oubli*, paru chez Plon. Dans le



cadre de Paris IV-Sorbonne, sous la direction de M. Bariéty et avec l'appui actif de l'Amicale de Mauthausen, Michel Fabréguet prépare une thèse sur l'histoire du camp de concentration national-socialiste de Mauthausen. En outre, il dirige un séminaire d'histoire sur le thème de l'Allemagne nazie et l'univers concentrationnaire ; une huitaine d'étudiants y participent et préparent des diplômes sur, par exemple : la réinsertion des déportés dans la société française ; la démographie historique du groupe national français dans le camp de Flossenbürg ; le travail des détenus dans les camps de concentration ; la valeur des témoignages écrits face aux témoignages oraux. Ils ont déjà entendu et enregistré Germaine Tillion et Anise Postel-Vinay, ce sera le tour de Violette Maurice et de moi-même dans quelques jours. Sous la direction du professeur Villars, Valérie Ruker a achevé son travail sur « La réinsertion des femmes de Ravensbrück de 1945 à 1965 », dans le cadre de la Sorbonne.

Plusieurs de nos camarades de l'A.D.I.R. ont reçu Frédérique de Jode qui prépare un mémoire de maîtrise sur les femmes dans la Résistance ; Diane Afouando, reçue aussi par des camarades, a obtenu une brillante note pour son travail qu'elle va prolonger par une thèse intitulée « Dessins de concentrationnaires français, témoins de la Résistance intellectuelle dans les camps de concentration nazis ».

Tenez-vous au courant si vous avez connaissance d'autres recherches en cours, car de Paris nous sommes dans l'impossibilité de les recenser.

Les États-Unis ont annoncé la publication d'une partie des documents qu'ils ont collectés par wagons entiers lors de l'avance de leurs troupes en Allemagne. Les Britanniques détiennent les dossiers des procès des S.S. et des Aufseherinnen de Ravensbrück qui se trouvaient dans leur zone d'occupation, ils peuvent être consultés par des chercheurs. Les Russes sont en train d'ouvrir leurs archives et il serait souhaitable que des historiens usent de cette opportunité.

De jeunes historiens allemands commencent eux aussi à inventorier et faire parler leurs documents. Anise Postel-Vinay s'est rendue à Hanovre le 22 février pour participer à un colloque organisé par l'« Office Fédéral allemand pour la formation politique » ayant pour sujet les femmes à Ravensbrück ; elle y a traité des Françaises. En effet depuis plusieurs années un professeur d'histoire contemporaine de l'université de Hanovre fait des recherches avec un séminaire d'étudiants sur « les femmes dans les KL ». Il a déjà publié une étude très approfondie sur le groupe de Françaises du Kommando de Hanovre-Limmer. Cette équipe de chercheurs a un projet plus vaste sur les femmes de Ravensbrück et de Bergen-Belsen dont Anise vous dira quelques mots en même temps qu'elle vous décrira les projets concernant la sauvegarde du camp.

Nos témoignages ont été sollicités pour une étude, également allemande, sur le Kommando de Wattenstedt-Braunschweig.

Comme vous pouvez en juger par cette recension qui est loin d'être complète, les travaux d'historiens sont nombreux ; les livres dont plusieurs sur les camps d'internement en France, les articles, émissions de radio et de

télévision (sauf pour marquer la Journée de la Déportation) l'ont été aussi tout au long de l'année. C'est là un encouragement pour nous toutes. Permettez-moi de le rappeler encore une fois, les membres de l'A.D.I.R. seront toujours prêtes à répondre aux demandes, son secrétariat à les transmettre, *Voix et Visages* à les diffuser.

### «Tu feras mémoire»

Des manifestations ont marqué l'année écoulée : celle du cinquantenaire de l'ouverture du camp de Drancy a eu lieu en avril ; en août et octobre Verrières-le-Buisson rendait hommage à la mémoire d'Honoré d'Estiennes d'Orves fusillé au Mont Valérien le 29 août (voir *Voix et Visages* de juillet-octobre) ; en mai, Valençay célébrait ses héros anglais et français en présence de Sa Majesté la Reine-Mère de Grande-Bretagne ; le VI<sup>e</sup> arrondissement de Paris fixait la mémoire des cinquante jeunes résistants du mouvement « Défense de la France » en apposant une plaque sur le lieu même de leur arrestation (*Voix et Visages* de mai-juin). En septembre, a été inauguré à Sorgues, dans le Vaucluse, un monument en souvenir du « train fantôme » transportant 700 hommes et femmes vers la déportation ; ce train, parti de Toulouse le 2 juillet 1944, passa par Sorgues le 18 août. Les détenus y furent soutenus et aidés, malgré le danger, par la population. Monument-souvenir des morts en déportation, mais aussi hommage à la population sorguaise et aux cheminots qui aidèrent une trentaine d'hommes à s'évader. Le long, infiniment long parcours de ce train se termina à Dachau le 28 août, à Ravensbrück le 1<sup>er</sup> septembre.

Je rappelle encore l'inauguration de la fontaine dédiée à notre amie Haïdi Hautval le 11 novembre à Hohwald (*Voix et Visages* de novembre-décembre). Le 23 février, Germaine Tillion évoquait pour une centaine de personnes réunies au Musée de l'Homme à Paris, la terrible journée du 23 février 1942 où sept résistants tombèrent fusillés au Mont-Valérien. La cérémonie se termina par la lecture de la superbe lettre que Boris Vildé écrivit ce jour-là à sa femme, Irène. Le 25 février, le Secrétaire d'État aux anciens combattants et victimes de guerre, M. Mexandeau, inaugurerait au Pont des Arts à Paris deux plaques à la mémoire l'une de Vercors et des ouvriers du livre, l'autre à celle de Jacques Lecompte-Boinet et du Mouvement « Ceux de la Résistance ». A Lyon, en octobre, la pose de la première pierre du Centre d'Histoire de la Résistance et de la Déportation a donné lieu à une importante cérémonie ; ce centre devrait ouvrir à l'automne prochain, exactement le 3 septembre, jour anniversaire de la libération de Lyon.

Le cardinal Albert Decourtray, primat des Gaules, M. Sari en remplacement du Cheikh Tadjini Haddam malade, le rabbin Josy Eisenberg ont exprimé leur point de vue sur « La leçon de l'Histoire : hier, aujourd'hui, demain », à l'occasion d'une rencontre organisée à la Sorbonne le 9 octobre par l'Académie Hillel. J'en retiendrai ces paroles du cardinal Decourtray « Tu te souviendras est un commandement du Seigneur, il vaut mieux dire « tu feras mémoire » ».

C'est ce que nous tentons, n'est-ce pas, de faire ensemble ?

Ajoutons quelques nouvelles diverses pêle-mêle.

Le mur de l'Atlantique, que certaines d'entre vous ont espionné avec de grands périls, ce mur a été promu « patrimoine historique » en décembre dernier. Des mesures de préservation avaient déjà été prises en Normandie sur les plages d'Omaha et d'Utah, à la pointe du Hoc, lieux que nous avons visités ensemble il y a longtemps. On peut escompter que la coupole de béton de 5 m d'épaisseur et de 80 m de diamètre près de S' Omer attirera une foule de visiteurs. Un club de jeunes musiciens de rock du Nord se réunira dans un Bunker sans crainte d'indisposer des voisins !

Le mois dernier, le président Carlos Menem a ordonné l'ouverture des archives secrètes de l'Argentine sur les nazis réfugiés dans le pays. L'un des principaux est le Dr Josef Mengel, présumé mort au Brésil en 1979 après avoir exercé à nouveau normalement sa profession en Argentine jusqu'en 1960 où un mandat d'arrêt fut lancé contre lui. Joseph-Franz Schwammberger, officier SS accusé d'avoir assassiné 5 000 juifs polonais, y a vécu vingt et un ans avant d'être arrêté puis extradé vers l'Allemagne en 1990. Deux parmi d'autres.

Le bilan des problèmes graves qui sont apparus au cours de l'année m'a mené presque à la fin, voire au-delà, du temps qui m'est imparti, sans que j'ai pu encore évoquer notre mission de solidarité et d'entraide. Il est vrai que notre trésorière nous en parlera, et avec des chiffres. Mais croyez bien que je n'oublie pas cette part primordiale de nos engagements ; elle est seulement devenue si naturelle que je ne m'étendrai pas sur le rôle essentiel qu'assument nos déléguées. Elles écrivent, téléphonent, se rendent auprès des handicapées et des malades avec une persévérante régularité, épaulées par nos camarades encore actives. Comme au camp, comme en prison, des petits réseaux, noués au fil des ans, agissent modestement un peu partout et l'on peut penser qu'ils englobent toutes les camarades, je dis bien toutes. Nous sommes réellement attentives les unes aux autres, vigilantes à préserver la pérennité et de notre fraternité et celle de notre histoire.

C'est dans l'amitié que nous nous retrouvons nombreuses, j'espère, en septembre prochain dans le Bordelais. Notre déléguée, Ginette Vincent, nous exposera le programme qu'elle met au point pour nous avec grand soin, depuis quelques mois déjà.

Nous avons eu encore cette année le grand plaisir d'entériner trois demandes d'adhésion. Bienvenue donc aux nouvelles, de Marseille, Melun et Paris. Nous sommes heureuses de les accueillir et de leur montrer notre solidarité constante.

C'est en vous remerciant toutes et chacune que je termine ce rapport.

(Applaudissements)

En novembre prochain aura lieu un colloque sur « Les Protestants dans la 2<sup>e</sup> Guerre Mondiale ».

S'adresser à :

M. Robert André  
Société d'histoire du  
protestantisme français  
54, rue des Saints-Pères,  
75007 Paris  
Tél. (1) 45.48.02.07



GENEVIÈVE DE GAULLE ANTHONIOZ : En remerciant Denise Vernay de son rapport, je veux lui dire en même temps notre reconnaissance pour son action de Secrétaire générale. Beaucoup de nos camarades ont reçu, en province, sa visite, elles la connaissent de mieux en mieux et peuvent apprécier toutes ses qualités de générosité et de dévouement, la manière dont elle agit pour le bien de toutes.

Et maintenant je donne la parole à notre amie Paulette Charpentier, notre trésorière. C'est toujours un peu austère les chiffres mais enfin il faut en passer par là et elle sait les rendre intéressants.

## RAPPORT FINANCIER (Exercice 1991)

Nous comparerons 1991 à 1990 pour les recettes et nous ferons de même pour les dépenses.

### LES RECETTES

Au 31 décembre 1991 : 568 995,36 F au total alors qu'en 1990 elles s'élevaient à 851 163,38 F ce qui représente 282 168,02 F de moins qu'en 1991, soit 50 %.

### LES DÉPENSES

Au 31 décembre 1991 : 621 489,17 F au total alors qu'en 1990 elles s'élevaient à 619 312,07 F au total ce qui représente une augmentation très légère de 2 187,10 F.

### LES RECETTES

- *Cotisations* : 60 183 F c'est-à-dire 7 112,80 F de plus qu'en 1990, soit un pourcentage de 8,80. A vrai dire ce n'est pas le nombre de nos camarades qui augmente, mais le montant de leurs versements.

- *Les dons* : au total 313 724,65 F contre 604 631,72 F ce qui représente pratiquement 50 % de moins.

- *Les Amis Américains de l'A.D.I.R.* qui étaient nos principaux donateurs : 198 000 F contre 412 822 F en 1990, soit une diminution de 214 822 F, soit 50 %.

- *Les Amis de l'A.D.I.R. France* : 49 470 F contre 56 620 F en 1990, soit 7,15 % de moins.

- *Fonds de solidarité* : 49 938,39 F contre 32 962 F, en nette augmentation : 17 %.

- *Droits d'auteur* : ils ont plus que doublé. 15 867,87 F contre 7 019,48 F en 1990. Nous sommes particulièrement reconnaissantes aux donatrices et surtout à Germaine Tillion.

- *Solde du legs de M<sup>me</sup> Toutchapsky* : 448,39 F.

- *Les subventions* : au total 63 350 F contre 18 960 F. La différence provient du fait que nous avons touché avec retard la subvention de la ville de Paris de 1990.

- *Les recettes diverses* : 131 737,71 F contre 174 501,46 F, soit une diminution d'environ 25 %.

- *Intérêts des valeurs* : 30 927,10 F.

- *Avances et recettes diverses* : 100 810,61 F contre 145 020,96 F. Ceci correspond à des ventes de livres, aux repas de l'Assemblée Générale, aux repas de la région

## Compte rendu financier au 31 décembre 1991

### RECETTES

	au 31/12/91
<i>Cotisations</i> .....	60 183,00
<i>Dons</i> .....	313 724,65
Amis Américains .....	198 000,00
Amis A.D.I.R. France .....	49 470,00
Fonds de solidarité .....	49 938,39
Droits d'auteur .....	15 867,87
Legs .....	448,39
<i>Subventions</i> .....	63 350,00
ONAC (solde 1990) .....	9 000,00
ONAC (acompte 1991) .....	6 000,00
Conseil des Hauts-de-Seine .....	3 350,00
Paris 1990 .....	22 500,00
Paris 1991 .....	22 500,00
<i>Recettes diverses</i> .....	131 737,71
Intérêts des valeurs .....	30 927,10
Avances et recettes diverses .....	99 610,61
- Ventes de livres .....	12 940,64
- Repas Assemblée Générale .....	45 060,00
- Repas Région parisienne .....	8 325,00
- Autres Rencontres .....	0,00
- Divers .....	18 560,47
- Dons reçus .....	5 255,00
- Remboursements Ass France Algérie .....	9 469,50
Fermeture compte BNP .....	
Virement CCP à banque .....	
Remboursement de prêt .....	1 200,00

**TOTAL RECETTES** ..... **568 995,36**  
Trésorerie début d'exercice ..... 94 413,48

**TOTAL** ..... **663 408,84**

### DÉPENSES

<i>Aide sociale</i> .....	90 235,68
<i>Prêts</i> .....	
<i>Achat de livres</i> .....	25 817,54
<i>Frais généraux</i> .....	73 380,77
Loyer .....	
Charges et assurance .....	620,00
Fournitures de bureau .....	13 487,68
Frais postaux .....	8 825,81
Téléphone .....	4 882,49
Entretien .....	8 656,29
Taxe d'habitation .....	1 309,00
Frais de garde titres et CCP .....	642,25
Réceptions, pourboires et divers .....	3 420,00
Frais de déplacement .....	10 645,00
Documentation .....	3 365,00
Achat sonorisation .....	
Machine à calculer .....	
Honoraires .....	11 860,00
Intérim .....	5 667,25

*Dépenses diverses* ..... 68 203,64  
Ass. générale ..... 42 991,72  
Repas Rég. parisienne ..... 8 440,00  
Divers ..... 16 771,92

*Ristournes Sections* ..... 17 890,00  
*Assemblée Générale* ..... 31 126,81  
*Bulletin "Voix et Visages"* ..... 113 437,51  
*Agios* ..... 18,13  
*Traitements et charges sociales* ..... 201 379,09

**TOTAL DÉPENSES** ..... **621 489,17**

Mouvements de fonds divers ..... - 1 544,25  
(variation des postes de tiers du bilan)  
*En caisse au 31 décembre 1991* ..... 43 463,92  
Espèces ..... 1 514,25  
Banque ..... 36 151,45  
CCP ..... 5 798,22

**TOTAL** ..... **663 408,84**



parisienne, aux autres rencontres, aux divers, au don reçu pour une camarade, aux remboursements de l'Association, aux remboursements de l'Association France Algérie et remboursement de prêt.

Soit au total, comme déjà vu 568 995,36 F en 1991 contre 851 163,38 F en 1990. La Trésorerie en début d'exercice est de 94 413,48 F en 1991 contre 38 156,42 F en 1990, soit un supplément de 56 257 F.

#### Voyons le détail des DÉPENSES :

- *L'aide sociale* s'est élevée à 90 235,68 F en 1991 alors qu'elle atteignait 164 189,50 F en 1990 auxquels s'ajoutaient 8 000 F de prêts, en raison du fait que le solde des dons de fin d'année, soit 37 200 F ont été réglés en janvier 1992 ce qui représente une différence importante par rapport à 1990 de 37 000 F.

- *Achat de livres* : 25 817,54 F contre 18 000 F en 1990.

- *Frais généraux* : 73 380,77 F contre 83 808,15 F en 1990 soit une diminution d'environ 10 000 F ce qui est satisfaisant.

Ces frais correspondent aux charges et assurances, fournitures de bureau, frais postaux, frais de déplacement, documentation, honoraires des experts-comptables, intérim, etc.

- *Dépenses diverses* : au total 68 203,64 F.

Ces dépenses comportent les repas de l'Assemblée Générale : 43 000 F, les dépenses de la Région Parisienne : 8 440 F et divers : 16 771,92 F.

- *Ristournes des sections* : 17 890 F contre 12 000 F en 1990.

Cette légère hausse correspond à l'augmentation du montant des cotisations que nous partageons avec nos déléguées.

- *Assemblée Générale* : 31 126,81 F égale aux frais de 1990.

- *VOIX ET VISAGES* : 113 437,51 F contre 108 114 F en 1990 en raison de l'augmentation des frais d'imprimerie ainsi que des frais postaux.

- *Traitements et charges sociales* : 201 379,09 contre 197 269, 78 F en 1990. Cette augmentation est due en partie à l'augmentation des charges sociales et à la Contribution Sociale Généralisée (C.S.G.). Ces deux postes sont indispensables.

Rappelons le total des dépenses 621 489,17 F contre 619 312,07 F en 1990.

- En caisse au 31 décembre 1991 : 94 413,48 F ce qui, contrairement à l'année dernière, représente un gain de : 56 257,06 F.

#### EN CONCLUSION

Vous avez remarqué que nos gros donateurs "Les Amis Américains de l'A.D.I.R." et les "Amis de l'A.D.I.R. France" ont diminué d'une façon substantielle leurs dons, eux qui nous ont si souvent aidé à boucler notre budget. Ils ont jugé qu'en 1991 nous pouvions assurer nos dépenses sans aide complémentaire de leur part.

Ce sont les petits et moyens donateurs nombreux de l'A.D.I.R. qui ont, cette année, augmenté leurs dons, que ce soit par les cotisations, les droits d'auteurs, et surtout par le fond de solidarité. Quant aux dépenses vous

avez vu qu'elles sont les mêmes que l'année dernière. Elles sont stables. Nous faisons attention de ne pas aller au-delà de nos possibilités financières.

Merci à toutes pour ce que vous avez fait cette année et ce que vous continuerez à faire.

Espérons que nous aurons encore, pendant de longues années, la possibilité de maintenir notre activité.

(Applaudissements)

GENEVIÈVE DE GAULLE ANTHONIOZ : merci Paulette pour ce rapport financier qui est toujours un exercice difficile mais nécessaire car nous n'existerions pas si nous n'avions pas quelques finances. Je vous rappelle donc, si vous avez des questions à poser, d'attendre la fin des rapports et je demande aux deux commissaires aux comptes de bien vouloir intervenir. Vous vous souvenez qu'il s'agit d'Henriette Sens et de Danièle Desclaux-Boeri.

M<sup>me</sup> DESCLAUX-BOERI donne lecture du rapport des Commissaires aux comptes. Il est adopté à l'unanimité.

GENEVIÈVE met aux suffrages de l'assemblée le renouvellement de nos commissaires aux comptes. Elles sont réélues à l'unanimité.

Le rapport moral, puis le rapport financier sont votés à main levée, et à l'unanimité.

#### NOS RÉGIONS

GENEVIÈVE DE GAULLE ANTHONIOZ : Maintenant nous allons entendre pendant quelques instants notre camarade Monique Delobel, déléguée des Alpes-Maritimes. Vous savez que nous avons l'habitude à chacune de nos Assemblées générales de donner la parole à l'une de nos déléguées. Il est juste que le travail constant qu'elles font soit mis en évidence à nos Assemblées générales.

MONIQUE DELOBEL : Je commence ma dixième année de Déléguée.

En ces cinq dernières années dix-sept de nos amies sont décédées. Et maintenant, l'âge, la maladie, l'invalidité font leur œuvre, et les distances qui séparent les unes des autres, dans le département, deviennent bien longues.

Odette Garnier, déléguée adjointe, fait ce qu'elle peut pour m'aider mais elle est déjà fort occupée par sa présidence de l'U.N.A.D.I.F. de Cannes, et notre effectif ne se renouvelle pas.

Je représente l'A.D.I.R. à Nice - chef-lieu du département, dans presque toutes les cérémonies patriotiques - et surtout le dernier dimanche d'avril où, au nom de l'A.D.I.R., je reçois les autorités civiles et militaires, au nom de toutes les associations de déportés. Ceci est devenu une tradition.

Je suis également à Antibes où je réside, invitée à toutes les cérémonies et, les rapports avec toutes les Associations d'Anciens Combattants et de la Résistance, Déportés compris, sont excellents - à Cannes également.

Notre porte-Drapeau nous a, hélas ! quittées pour rejoindre ses enfants et il ne m'a pas encore été possible de la remplacer.

Bien sûr mes activités deviennent très contraignantes et je ne puis plus compter sur nos amies qui sont presque toutes très handicapées, mais je fais encore face. En voici un bref aperçu :

- Vice-Présidente du Comité Départemental d'Entente des Anciens Combattants,

- Membre de la Commission consultative pour l'attribution des cartes,

- Membre du Comité Départemental du Prix de la Résistance et de la Déportation et du Comité du Souvenir,

- Membre du Jury du prix de la Résistance et de la Déportation,

- Membre de la Commission Historique départementale,

- Membre du Comité d'action de la Résistance et représente l'A.D.I.R. auprès des Médailleurs de la Résistance, la Légion d'Honneur, les C.V.R., les Croix de Guerre, etc.

Je dois également ajouter que nous avons eu fort à faire pour lutter dans notre Département contre le racisme et l'antisémitisme et que j'ai eu à participer à toutes les manifestations allant en ce sens.

Vous voyez que l'ampleur de la tâche est grande, mais le cœur y est !

J'ai repris le flambeau qu'Anne-Marie Parent m'a transmis et regrette bien que sa santé ne lui permette plus d'être à mes côtés.

Les Municipalités du Département nous sont en général très favorables et la ville de Cannes, grâce à Odette Garnier, nous verse une subvention qui nous aide bien à faire face à nos participations florales pour les cérémonies et aussi pour le souvenir de nos amies disparues.

Que vous dire de plus ? Que j'ai visité les amies "A.D.I.R." de passage dans les cliniques ou hôpitaux et que je serai toujours heureuse de le faire ainsi que les interventions pour pensions et problèmes divers qui deviennent plus fréquents à la demande.

Et pour en terminer, je suis heureuse de vous faire connaître que, sur toutes les Associations qui participent à la dotation du Prix de la Résistance et de la Déportation dans les Alpes-Maritimes, l'A.D.I.R. vient en cinquième position pour la dotation en livres de prix, ainsi que pour les prix locaux de Cannes et d'Antibes (5<sup>e</sup> sur vingt-deux associations). Notre envie de témoigner reste grande et nous continuerons tant que nous le pourrons.

Merci mes amies de m'avoir écoutée et, si Dieu le veut, à l'année prochaine !

(Applaudissements)

GENEVIÈVE DE GAULLE ANTHONIOZ : Merci Monique. Et maintenant je demande à Ginette Vincent, notre déléguée de Gironde, Charente, Charente-Maritime, Dordogne et Landes - elle a un vaste empire - de nous préciser le programme prévu pour la rencontre interrégionale qui aura lieu, vous l'avez bien noté les 24 et 25 septembre à Bordeaux. C'est la deuxième fois que nous irons à Bordeaux.

GINETTE VINCENT : J'espère que vous serez satisfaites du déplacement, je fais de mon mieux pour cela. Je vais d'abord vous parler des réservations hôtelières : Bordeaux n'est pas Paris mais ce n'est pas une petite ville. J'ai déjà retenu des chambres dans trois hôtels bien situés, faciles d'accès et où les autobus peuvent stationner ce qui n'est pas possible autour de la gare. Ils se trouvent côte à côte dans le nouveau quartier de Mériadeck : le Unotel (une étoile), l'Ibis (deux étoiles) et le Novotel (trois étoiles). Je les ai visités et je vous assure que, même si ses chambres sont petites, le Unotel est tout à fait bien, avec télé-



phone, télévision, salle de bains, enfin tout, même un parking ce qui est important. Vous recevrez les fiches d'inscription, avec le programme, dans le prochain *Voix et Visages* : il est **indispensable** de réserver avant le 30 juin, car après il y a risque de ne plus y avoir de places. Vous serez gentilles de vous conformer aux circulaires.

Maintenant je vais vous exposer le programme. Bien sûr, nous vous recevrons la veille, le 23 septembre. Il y aura un petit accueil à la gare, mais l'accueil principal aura lieu à l'hôtel *Ibis* où il est possible de recevoir tout le monde. On y arrive facilement de la gare ; de l'aéroport, il y a une navette moins onéreuse qu'un taxi, son chauffeur, sur demande, peut vous laisser descendre à proximité.

Le 24 septembre : rencontre à 9 h 30 du matin.

- de 9 h 30 à midi, visite de la ville, en car avec hôtesse. Bordeaux est une belle ville et ainsi nous ne serons pas fatigués.

- Midi : déjeuner près de Bordeaux ; les Gendarmes mobiles, qui m'ont déjà très bien reçue, nous accueilleront avec grand plaisir.

Si nous en avons le temps, nous pourrions monter jusqu'à l'église de Bouilliac d'où il y a un superbe panorama sur Bordeaux.

- A 15 h 30 nous irons au Centre Jean Moulin. Je pense que nombre d'entre vous ont déjà entendu parler du Centre Jean Moulin, Musée de la Résistance de Bordeaux. Il possède une importante documentation ; le bureau de Jean Moulin, offert par sa sœur Laure, y est reconstitué ;

## Rencontres interrégionales des 24 et 25 septembre 1992 à Bordeaux

### Journée du 24 septembre

- 9 h 30 : Visite de Bordeaux avec le concours de guides du Syndicat d'Initiative ;
- Midi : Repas au mess de la Gendarmerie mobile ;
- Après-midi : Visite du Centre Jean Moulin ;
- 15 h 30 : Inauguration de l'exposition sur le "Train fantôme" ;
- 17 h 30 : Dépôt de gerbe au monument de la Déportation avec la participation des portedrapeaux et la musique militaire ;
- 18 h : Réception à l'Hôtel de Ville ;
- Soirée libre.

### Journée du 25 septembre

- 9 h 30 : Départ pour le Médoc par la route des Châteaux ;
- Soulac :
  - dépôt de gerbe au monument des Combattants du Front du Médoc en présence du Président de l'Association ;
  - dépôt de gerbe à la stèle Georges Mandel et Général de Gaulle ;
  - réception par la Municipalité.
- Midi : Repas au restaurant de la Côte d'Argent à la Pointe de Grave.
- Après-midi : Retour sur Bordeaux en passant par le maquis de Vigne-Oudides. Historique du maquis par le fondateur.

titué ; il y a aussi, sur une terrasse, le "Quitte-Monde", petit bateau qui a permis à des Bretons de rejoindre l'Angleterre en 1940. Nous inaugurerons ce jour-là une exposition sur le "train fantôme" dont Miarka vous a parlé tout à l'heure, et vous pourrez en suivre l'histoire tragique. Ses prisonniers ont fait une longue étape à Bordeaux. Parti de Toulouse le 2 juillet il est reparti de notre ville le 9 août avec de nouveaux prisonniers venant du Fort du Hâ, dont je faisais moi-même partie.

- Après la visite du Centre, nous irons déposer une gerbe, offerte par la Mairie, au Monument de la Déportation qui n'est pas loin ; mais, rassurez-vous, celles qui marchent difficilement trouveront des autobus pour tous les déplacements.

Ensuite, nous serons reçues à l'Hôtel de Ville par M. Jacques Chaban-Delmas, du moins je l'espère, puisque j'ai déjà prévenu la mairie. Enfin, les cars nous ramèneront toutes vers nos hôtels. La soirée est libre et vous aurez la possibilité de dîner sur place si vous le souhaitez.

Le 25 septembre, nous partirons vers le Médoc. Bien sûr, "Médoc" ce mot évoque le vin, des châteaux prestigieux ; mais n'ayez pas peur, nous ferons la route sans nous arrêter pour boire, sans cela je ne sais pas comment nous arriverions au bout ! Sans non plus visiter un de ces jolis musées du vin : ils sont trop petits pour nous recevoir toutes ensemble, ni aussi le musée du Cheval au château de Lanesan.

Au bout du Médoc, après Pauillac, après St-Estèphe, on arrive sur les plages, et ce sont les stations balnéaires. Nous arrivons à Soulac. Soulac a été une des poches de l'Atlantique et ne fut libérée que le 18 avril 1945. Le monument du "Front du Médoc" à la mémoire des morts de ces batailles a été élevé en bordure de mer. Nous y déposerons une gerbe.

Nous déposerons également une gerbe au pied du mur de la mairie qui porte un médaillon du Général de Gaulle. Soulac a aussi fait ériger une stèle en souvenir de Georges Mandel, son maire jusqu'en 1945, où il fut abattu par la Milice.

Nous pourrions visiter la belle basilique de Soulac, monument historique, enterrée dans les sables jusqu'au siècle dernier et désensablée par les soins du cardinal Donnet. Curiosité, son sol est encore à 3,60 m au-dessus du sol réel car elle n'a pu être totalement sauvée des sables. Nous serons alors reçues à la mairie.

Puis nous nous rendrons à la pointe de Grave, où la Gironde rejoint l'océan Atlantique. C'est un magnifique point de vue. Nous y déjeunerons à "La Côte d'Argent". C'est un très bon restaurant, le paysage est beau et j'espère que vous serez contentes.

Ensuite, retour vers Bordeaux en passant par le petit maquis de Vigne-Oudides. La région n'était pas propice pour des maquis mais il y a eu quand même celui où nous nous arrêterons. Il y eut des morts et des blessés, des déportés, et il entraîna des représailles dans la population civile. Le responsable de ce maquis, lui-même ancien déporté, nous recevra et nous exposera l'histoire de Vigne-Oudides dont un monument évoque le souvenir.

Enfin nous rentrerons vers Bordeaux, heureuses, je l'espère, de notre rencontre et de votre séjour dans le Bordelais.

(Applaudissements)

## NOS PENSIONS

GENEVIÈVE DE GAULLE ANTHONIOZ : Merci Ginette. Je voudrais demander à notre camarade Annette Chalut, de nous dire quelques mots à propos de l'histoire des pensions. Vous connaissez déjà bien cette question qui a été évoquée l'année dernière et à plusieurs reprises dans le Bulletin. Annette qui a pris en charge ce difficile problème va récapituler brièvement ce qui est advenu dans ce domaine.

DOCTEUR ANNETTE CHALUT : Je vais essayer de vous tenir au courant chronologiquement des événements qui se sont déroulés depuis l'Assemblée générale du 19 mars 1991.

D'abord je vous dois un grand merci pour vos actions auprès de vos élus locaux et aussi pour avoir eu la gentillesse de me tenir au courant de vos démarches au fur et à mesure de leur aboutissement. Vous avez très bien utilisé, et la question écrite que nous avions mise au point avec le professeur de droit administratif qui nous a aidé à faire toutes nos recherches, et le recours que vous avez utilisé et que vous continuez à utiliser.

Sur le plan actuel, avec le nouveau Premier Ministre et la nomination de Monsieur Mexandeau au poste de Secrétariat d'Etat aux Anciens Combattants, les rapports entre les Associations et le monde des Anciens Combattants se sont un peu détendus. En juillet 1991, presque toutes les Associations, même toutes je crois, ont été reçues au ministère des ACVG et dès septembre, nous avons eu la possibilité, grâce au cabinet du Premier Ministre, de faire une réunion de travail où nous avons pu, avec FNDIR, UNADIF et FNDIRP, exprimer nos revendications et nos souhaits exprimés.

En fait nous demandions simplement, simplement je dis bien, la suppression de toutes les mesures spoliatrices.

Monsieur Mexandeau à l'Assemblée Générale de l'Union française des Associations de Combattants, le 4 et le 5 octobre 1991, en accord avec le Président de la République, disait : "Avant même le débat budgétaire, le principe de l'immutabilité des pensions sera rétabli." Nous étions donc les 4 et 5 octobre 1991.

En effet, l'immutabilité des pensions a été rétablie dans la Loi de Finances pour 1992.

Quant au problème de la limitation des suffixes qui pénalise beaucoup de pensionnés au moment du renouvellement ou lors d'une aggravation, il devait être examiné par une commission adhoc. Cette commission n'a été réunie, la première fois, que très récemment,

### Dernière Minute

- La circulaire n° 720 A du 6 mars 1992 a été envoyée à notre bureau.

Elle est relative à l'immutabilité des pensions militaires d'invalides.

- C'est l'application légale de la Loi de Finances de 1992.

- Elle est entrée en vigueur immédiatement.



le 25 février 1992. Les représentants des principales Fédérations étaient là, aussi bien les Fédérations de Déportés, que des Amputés de Guerre, des Mutilés des yeux, des Gueules cassées, des Blessures multiples, des Aveugles de Guerre.

Le Ministre a demandé aux Fédérations de le saisir de propositions relatives à la limitation des suffixes et à la cristallisation des pensions supérieures à 360 000 francs par an. En fait, les Fédérations dans l'ensemble ont été unanimes, avec d'excellents arguments, pour demander le retour au statut quo ante, c'est-à-dire la suppression de la limitation des suffixes.

Quant au blocage des pensions élevées, les Fédérations ont fait valoir que les personnes lourdement handicapées ont à supporter, pour simplement survivre, d'importantes dépenses pour l'assistance d'une ou plusieurs tierce personnes. Il fallait en outre tenir compte de l'inflation ; il est bon de rappeler que les personnes très lourdement handicapées, en maison de retraite et même aux Invalides, voient toute leur pension prise par le système qui les médicalise. Or l'importance de ces dépenses, si le principe du blocage était maintenu, les gênerait beaucoup car il n'y a pas pour l'instant d'indexation de ces pensions et nous voudrions qu'il y est une indexation sur le SMIC. Enfin, très récemment, c'est-à-dire le 17 mars 1992, il y a trois jours, nous avons eu une réunion pour mettre au point nos propositions et les Fédérations FNDIR, UNADIF et FNDIRP sont, avec nous, prêtes à présenter nos revendications ; nous avons maintenant un rendez-vous pour la fin du mois de nouveau auprès du ministère. Nous sommes prêtes à nous battre, en espérant toutefois que ce ne sera pas nécessaire.

De toutes les façons nous avons avancé sur l'an dernier mais nous devons rester extrêmement vigilantes, car ce n'est que la suppression du troisième alinéa de ce fameux article L 16 qui pourra rendre à toutes nos amies le même sort sur le plan des pensions.

(Applaudissements)

GENEVIEVE DE GAULLE ANTHONIOZ : Encore une fois, nous remercions Annette Chalut pour ce travail si bien fait et qu'elle expose si clairement. Cela nous permet de rassurer beaucoup de nos camarades qui étaient très inquiètes. Je crois que là, en particulier sur l'immuabilité des pensions, il y a quelque chose qui a été rétabli.

Avant de procéder au renouvellement du Conseil, nous avons encore la joie et l'intérêt d'écouter Anise Postel-Vinay. Nous lui avons demandé instamment, parce qu'elle n'avait pas du tout envie d'y aller, de se rendre à Ravensbrück au moment où il y avait une importante réunion. Vous savez que toute la Presse en a parlé et qu'il était question de faire un libre-service là où nos camarades sont mortes, ont souffert, etc. Alors Anise y a été et elle va nous rendre compte de son voyage et aussi de ce colloque d'Hanovre dont Denise Vernay nous a parlé tout à l'heure.

### Section Parisienne

Retenez dès à présent cette date :

**Jeudi 4 Juin**

Notre repas aura lieu à 12 h 30 au  
Restaurant de l'Hôtel du Louvre  
(métro : Palais Royal - Musée du Louvre)



Reconnaissez-vous le KL Ravensbrück ?

## Sur RAVENSBRÜCK

ANISE POSTEL-VINAY : Le Comité International de Ravensbrück s'est réuni le 19 septembre 1991 sous la présidence de Rose Guérin, à Ravensbrück. L'A.D.I.R. était invitée à participer à ses travaux. Pour la première fois depuis quarante-six ans, des anciennes de Ravensbrück ont pu pénétrer dans l'ancien camp, guidées par un officier soviétique. Tout a été rasé et remplacé par des casernes, des terrains d'exercice et de jeux, des cantines etc., que l'on découvre de part et d'autre d'une magnifique allée de peupliers qui part de l'ancienne porte du camp, s'incline à droite en face des anciennes cuisines et repart vers l'Est, en empruntant l'ancien tracé de la Lagerstrasse. Là ce ne sont plus des peupliers mais de splendides tilleuls ! A travers les arbres on voyait deux jeunes soldats soviétiques faire une partie de volant ! Nous n'avons pas pu pénétrer dans l'« Industrie Hof » attenante au camp. La rangée des ateliers Nord, noirs et décrépis sont pourtant encore là.

On ne voit donc plus ni Blocks, ni cuisine, ni douches, ni Revier. Seuls le Bunker et la bâtisse qui contenait les fours crématoires ont été entretenus. Près du crématoire, aucun panneau n'indique qu'il y eut là une chambre à gaz. Celle-ci n'est pas non plus mentionnée sur les brochures que l'on distribue à l'entrée du Bunker dont l'étage supérieur est transformé en musée.

Le Comité a commencé à réfléchir à la manière d'aménager notre ancien camp lorsque, à la fin de 1994, il sera libéré par l'Armée soviétique. Ses premières réflexions ont été transmises à une commission d'historiens du Land de Brandeburg chargé de Sachsenhausen, de Brandeburg (prison) et de Ravensbrück. Le comité de Ravensbrück verrait un espace désolé comme à Birkenau, où la trace des Blocks serait marquée par terre, le sol étant recouvert de mâchefer comme il l'était. On construirait un Block-témoin. On montrerait dans les anciens ateliers de l'Industrie Hof les conditions du travail forcé...

Il faudrait sans doute abattre les arbres - à moins que l'on se serve des troncs pour y fixer des ex-votos... Mais la Commission des histo-

riens ne veut pas d'un Ravensbrück "désolé". Elle voit plutôt un parc où des sentiers marqués de panneaux rappelleraient le calvaire des prisonnières...

Le Comité souhaite également la rénovation de l'exposition que l'on peut voir actuellement au premier étage de la Kommandantur (toujours pimpante !). De cette exposition consacrée aux héroïnes allemandes de l'antifascisme de 1933 à nos jours, on ferait plutôt une exposition plus centrée sur Ravensbrück même, avec ses diverses catégories de population.

## Sur HANOVRE

A la fin de février, il y a donc tout juste un mois, un professeur d'histoire contemporaine de l'Université de Hanovre réunissait un séminaire un peu élargi sur le thème : "Les femmes dans les camps de concentration". La réunion se passait sous les auspices de l'Office Régional de formation civique de Basse Saxe dont le directeur et son équipe sont les réalisateurs du Musée et du Centre de Documentation de Bergen-Belsen, si réussis.

Le Professeur Claus Füllberg-Stolberg d'Hanovre s'est intéressé depuis plusieurs années au groupe des Françaises du Kommando de Hanovre-Limmer qui fabriquait notamment des masques à gaz pour le "Continental". Son étude, réalisée en collaboration avec un autre historien, Rainer Fröbe, vient de paraître dans la revue historique du Musée de Dachau (novembre 1991).

Le séminaire de M. Stolberg réunit une vingtaine d'étudiants qui travaillent chacun sur un thème différent, relatif à la captivité des femmes. Il s'agit d'un véritable travail de recherche qui doit aboutir à une exposition, prévue pour 1993 à Hanovre. Cette exposition va donner lieu à un catalogue détaillé, une véritable documentation, de la qualité de celle qui a été faite pour Bergen-Belsen. Les travaux vont se limiter aux femmes de Ravensbrück et ses Kommandos et aux femmes de Bergen-Belsen.

Le Professeur Stolberg qui avait été émerveillé par les objets que nos camarades de



Hanovre-Limmer (\*) avaient fabriqués avec le caoutchouc synthétique des masques à gaz, souhaiterait que nous lui confiions d'autres objets qui auraient été fabriqués ailleurs : jeux de cartes, sacs à mains, chapelets, crèches, petits livres, etc. Il étiquette tout cela soigneusement et rend chaque objet à sa propriétaire !

Si vous avez encore quelques trésors de ce genre et si vous acceptez de vous en séparer quelque temps, vous pouvez les envoyer à l'A.D.I.R., ou les apporter à la prochaine Assemblée Générale de 1993.

Toutes les recherches faites par les étudiants seront archivées par la suite au Mémorial de Ravensbrück.

GENEVIEVE DE GAULLE ANTHONIOZ : Merci Anise, on t'écouterait très longtemps si on n'était pas obligé d'aller à l'Etoile tout à l'heure et nous devons aussi prendre le temps d'entendre notre ami Jean Marin. Mais je voulais vous dire aussi que je remercie Anise pour la part qu'elle prend à notre Bulletin. Il ne serait pas ce qu'il est si elle n'y participait pas. J'espère que vous avez eu le temps de lire l'éditorial du dernier *Voix et Visages* sur la conférence de Wannsee qui est d'Anise et qui est tellement remarquable, avec son illustration terrible des enfants morts dans les marais d'Ellrich.

Nous avons maintenant à voter pour le Conseil d'Administration. Un nouveau siège est à pourvoir, puisque notre amie Denise Come, à notre grand regret, a démissionné pour une raison de santé très sérieuse. Et donc, ou bien vous êtes satisfaites de la nouvelle candidature et des membres sortants et qui, je vous le répète, sont rééligibles, ou bien vous voulez ajouter d'autres noms, mais il faut qu'il n'y en ait que cinq en tout sinon votre bulletin est nul. Marie-Claire Jacob-Huerre que nous appelions toutes "Clairon", on la connaît sous ce nom-là, c'est une chance, veut bien accepter de poser sa candidature. Elle l'a posée au Conseil d'Administration au mois de janvier, il faut deux mois de décalage, et le Conseil était très content de la candidature de Clairon qui est très attentive à la vie de l'A.D.I.R. au foyer, à toutes les obsèques de nos camarades, etc. Je n'ai pas d'autre candidature à vous soumettre, par conséquent on ramasse les bulletins le plus rapidement possible pour que je puisse donner la parole à notre ami Jean Marin.

(\*) Un groupe de 27 000, soutenues par l'habileté et la détermination de Stéphanie Kuder, leur interprète.

## Résultat du Vote

- Sont réélues :  
M<sup>mes</sup> Germaine de Renty  
Yvette Farnoux  
Françoise Robin  
Germaine Tillon
- Est élue :  
M<sup>me</sup> Marie-Claire Jacob.

Le prochain congrès de l'Amicale de Ravensbrück se déroulera sur le bateau "Danielle Casanova" les 19 et 20 septembre 1992 en rade d'Ajaccio.

Départ de Marseille prévu le vendredi 18 septembre à 18 heures. Inscription obligatoirement avant fin juin.

Pour tout renseignement concernant le programme et les prix, s'adresser à l'Amicale, 10, rue Leroux 75116 PARIS.

On ne présente pas Jean Marin, tout le monde le connaît. Quelle est celle d'entre nous qui ne l'a pas entendu à la radio de Londres ? Le Général de Gaulle dans ses *Mémoires de Guerre* fait l'éloge de cette équipe fameuse des "Français parlent aux Français", Jean Oberlé, Jacques Duchesne et Jean Marin, de son talent et de son efficacité. Nous avons toutes expérimenté cela de l'autre côté de la Manche ; que d'espoirs sont nés en l'entendant, que d'encouragements, que de résolutions ont germé. Jean Marin a été dans cette équipe jusqu'en 43, il est venu alors demander au Général de Gaulle de prendre du service dans une unité navale combattante. Le Général de Gaulle le lui a accordé mais il lui a demandé en 44 de participer au débarquement en Normandie et de faire partie de l'organisation de Français Libres qui se mettait en place pour empêcher qu'il y ait une administration américaine, l'AMGOT. Jean Marin va nous parler de ce que nous n'avons pas connu ou plutôt de ce que nous avons connu à travers sa voix et celles des Français Libres. Que percevaient-ils de notre combat obscur ? Est-ce que cela venait jusqu'à eux ? Qu'en pensaient-ils ? Nous avons besoin d'avoir ce reflet. Nous avons besoin aujourd'hui encore de savoir ce que nous avons apporté à ce combat. C'est la

raison d'être de notre résistance et des épreuves que nous avons toutes subies et de la mort de nos camarades. Il est bon de nous le rappeler, cela fait partie de nos objectifs à l'ADIR. Alors Jean Marin, nous vous écoutons vraiment avec une grande attention et nous vous remercions chaleureusement d'être venu parmi nous.



Notre Présidente accueille Jean Marin

## Le Combat Français et Alliés en Europe et dans le Monde

par JEAN MARIN

Madame la présidente, Mesdames,  
Chère Geneviève, chères amies,

Je ne crois pas qu'il vous soit possible, ne serait-ce qu'en raison de votre légendaire modestie – celle que la femme sait conserver jusque dans le rayonnement du plus haut accomplissement – je ne crois pas qu'il vous soit possible de mesurer l'émotion que j'éprouve à me trouver en face de vous : mon émotion est celle d'un Résistant, d'un Français Libre qui a eu la chance de pouvoir pratiquer sa résistance dans la liberté, hors de la contrainte de l'ennemi, et qui, aujourd'hui, a la chance d'être mis à même de dire, à la fois avec humilité et fierté : "Merci, merci à jamais" à quelques-unes de celles qui ont inspiré, guidé à la lumière de leur foi et de leur sacrifice le combat de ses Camarades pendant la guerre des peuples pour la liberté.

Comme j'y ai été invité et infiniment sensible à cet honneur, je vais, cette fois pour vous, reprendre le tableau du combat français et allié que soutenait la Résistance dans toute l'Europe occupée par les conquérants nazis. Ceux-ci, prédateurs des terres et des biens se prétendaient aussi capables de dominer les âmes : c'est sur ce champ de bataille là que vous leur avez infligé la défaite décisive.

Nous sommes en 1940 : sous le ciel le plus sombre, l'Appel du 18 juin a sonné le tocsin de l'honneur et de l'espérance. Un jour de ce temps-là – où la Russie tenait encore à son pacte empoisonné passé avec l'Allemagne nazie et où les États-unis d'Amérique, malgré la claire volonté de Franklin Delannoe Roosevelt, n'en finissaient pas de revenir sur leur isolationnisme –, nous étions réunis nos amis

de la BBC et nous-mêmes pour préparer le programme "Les Français parlent aux Français". Soudain, une bombe siffla et tomba si près que, nous glissant sous les tables, nous adoptâmes, en grande célérité, une position parallèle au plancher. L'alerte passée, nous pûmes remarquer en nous relevant que Darcy Gillie, responsable britannique de notre émission, était resté debout. Il nous regarda, l'air gêné, et nous dit simplement : "I beg your pardon".

C'est à cette petite anecdote de notre folklore londonien que je me reporte, chaque fois que je désire illustrer le sang-froid, l'absence de panique de la plupart de ceux qui nous avaient accueillis et au milieu desquels nous vivions, libres de continuer un combat que l'Appel du 18 juin avait rendu miraculeusement possible et porteur de tout l'espoir de la France. Ni les restrictions, sévères, ni une mobilisation générale qui devait finalement placer 26 millions de Britanniques, hommes et femmes, sinon sous les drapeaux du moins au service actif de l'effort de guerre, ni les bombardements, ni l'attente du tocsin qui devait annoncer l'invasion, ni les longues nuits populeuses et harassantes dans la moiteur du métro, ni les incendies, ni les longues tranchées où l'on enterrait, parfois par milliers, les victimes d'une nuit, ni la dispersion des enfants, rien n'y faisait : la patience, le calme, souvent même la bonne humeur demeuraient intacts ; le courage restait inentamé : on continuait de voir des petits bouquets de fleurs fraîches sur les ruines, une pancarte "la vente continue" sur la boutique éventrée ; on répondait par un geste semblable au V des deux doigts dont au passage, rose sous un chapeau cronstadt,



Winston Churchill, "Winnie", saluait la foule ; sous les bombes les taxis s'arrêtaient aux feux rouges et les orgues de barbarie ne cessaient pas de jouer en retrait des carrefours. La flamme des explosions faisait jaillir de l'ombre les quatre blasons du pavillon royal claquant au-dessus du Palais de Buckingham où George et Elizabeth n'avaient pas cessé de résider. Dans les usines camouflées, où l'on construisait, 24 heures sur 24, les avions, les chars, les pièces d'artillerie à un rythme intensif permettant de combler les pertes et de constituer, déjà, des stocks de plus en plus fournis, on travaillait aux accents d'une musique spécialement diffusée par la BBC : "Music while you work".

## Le Verdun du Second Conflit Mondial

Longtemps, de longs mois, l'Angleterre de Churchill demeura seule sur le rempart, vaillante et inspirée comme une figure shakespearienne ; seule, mais tenant bon, veillant à tout – en gestionnaire tranquille d'une guerre mortelle – aussi bien au ravitaillement des Iles au péril de la Bataille de l'Atlantique qu'à l'acheminement, sous la protection de la Navy, des renforts et des munitions vers les théâtres extérieurs. Cependant l'aviation de chasse – née de celle qui n'avait pas été engagée dans les derniers soubresauts de la Campagne de France – combattait les rapaces nocturnes, de la Manche à l'Atlantique nord qui baigne l'Écosse ; nuit après nuit, les escadres de bombardement attaquaient en Allemagne ou en Europe occupée les usines et les nœuds ferroviaires ; sans relâche, les appareils de reconnaissance guettaient les concentrations maritimes susceptibles de révéler les préparatifs d'une invasion toujours à craindre encore que, depuis la Bataille de Grande-Bretagne qui fut, le 22 septembre 1940, dans les airs, le Verdun du second conflit mondial, la menace s'en fût bien estompée. Ce fut, peut-être, la partie la plus dramatique et la plus exaltante de la guerre : celle où la Grande-Bretagne, en l'émouvante compagnie de ses Alliés européens repliés à Londres et des hommes de tous ses Dominions au-delà des mers, tint tête – le dos au mur, mais le mur était bon – à la menace pressante, commença de porter des coups et alimenta l'espérance des Pays occupés où, dans l'ombre, la Résistance se mettait en place ; celle-ci avant de passer à l'attaque envoyait vers Londres, à travers ses réseaux tenus en éveil par la psalmodie mystérieuse des messages personnels, des informations qui venaient éclairer, au-delà de la Manche, la réflexion des planificateurs de l'avenir.

Dès le 4 juin 1940, conduit, hélas, à prévoir le pire sur les sols de l'Europe, Winston Churchill avait parlé avec son éloquence coutumière du "Jour choisi par Dieu où le Nouveau Monde dans toute sa puissance viendra secourir et libérer l'Ancien...". Pour lui, par penchant et raison, la perspective de l'intervention des États-Unis était devenue l'Alpha et l'Oméga de sa politique de guerre à long terme. Des liens étroits unissaient Churchill à l'Amérique dont le Président était pour lui un ami personnel de longue date. Il était convaincu, ayant secrètement obtenu de solides assurances, qu'un jour viendrait, en effet, où le peuple des États-Unis accepterait de couronner les efforts inlassables de Roosevelt, résolu quant à lui et en pleine harmonie avec une fraction influente de ses compatriotes, à entrer totalement dans la guerre. Dès

le mois de juillet 1939, on entendait dire du côté de la Maison Blanche : l'argent, tout de suite – le matériel, de plus en plus vite – les boys, aussitôt qu'il sera possible. Cependant, l'Amérique apportait déjà une aide matérielle, en constante croissance, au Monde libre du moment : avions, navires de guerre et de charge, carburant, argent, experts affluaient maintenant vers la Grande-Bretagne ; secours insuffisants, sans doute, mais qui aidaient à "tenir" en attendant des jours meilleurs.

Tenir partout, sur terre, sur mer, dans les airs, sauvegarder les lignes de communication, accroître, sans cesse, la production, contenir et si possible réduire, en l'usant patiemment, la puissance de l'ennemi, c'était là les courts et moyens termes. Qu'on y parvînt et la chaîne n'aurait pas été rompue, jusqu'au moment des premières relèves.

## Le 22 juin 1941

En fait, c'est un renversement d'alliance ou plutôt la répudiation unilatérale d'un Pacte qui vint, dans un tonnerre, modifier la situation tout en offrant la perspective d'incalculables conséquences : à la frontière polonaise, là même d'où Napoléon s'était mis en marche pour Moscou, les Armées fraîches du 3<sup>e</sup> Reich entraient en Russie le 22 juin 1941 : Hitler faisait la guerre à Staline et promettait de réduire rapidement ce nouvel ennemi.

Après l'Europe de l'Ouest, l'Europe de l'Est était frappée dans sa plus grande Puissance. Pour la Russie allait s'ouvrir, au milieu d'un immense héroïsme et d'un courage farouche, une ère de souffrances, de ruines, de morts qui, en définitive, n'aurait d'égale que celle que l'Allemagne nazie allait bientôt rencontrer sur la même terre. Dès lors, la résistance de la Grande-Bretagne revêtait tout à coup une importance singulière, du fait de la nécessité où elle allait se trouver d'aider ce nouvel allié, d'abord malmené par l'ennemi, malgré la valeur de ses généraux, et d'être contrainte de le faire, par le moyen périlleux et coûteux de convois maritimes, montant de plus en plus au nord, jusqu'à Mourmansk, dernier port en mer libre.

Simultanément et en dépit de l'acharnement de la propagande de Josef Goebbels, l'entrée en guerre des États-Unis allait d'impérative devenir inévitable. A l'exemple de Churchill qui avait sur-le-champ déclaré qu'il ne regardait plus l'URSS avec des yeux de conservateur mais, chaleureusement, comme un Allié à part entière, l'opinion britannique, en toutes circonstances, manifesta une cordialité et une solidarité très vives vis-à-vis de la Russie dont les Armées et les Partisans défendaient la vieille terre avec tant d'énergie et allaient bientôt infliger à l'envahisseur des pertes dont il ne se relèverait pas. Collectes, associations, manifestations de toutes sortes se multipliaient à travers le Royaume : la moins dévouée n'était pas l'exquise Clémentine, épouse du Premier Ministre, que j'avais vue le 14 juillet 1940, dans la foule devant le Cénotaphe, jeter des fleurs aux premiers volontaires de la France Libre qui défilaient dans Whitehall. En dehors des communiqués dont le texte rappelait parfois par son style les proclamations des Empereurs de la Sainte Russie, en dehors des correspondances télégraphiques par des envoyés de Fleet Street, il était difficile de se représenter les mœurs de guerre de nos nouveaux Alliés et de leur Chef qui, le même jour, signait le décret désignant Koubitchev comme la capitale du repli et celui qui portait

décision d'édifier en Sibérie, à Novossibirsk, le plus grand Opéra du monde. Au retour des missions militaires ou diplomatiques on glanait des anecdotes : l'une d'elles me revient en mémoire. Un soir, dans le carré du cuirassé où ils étaient accueillis, les Officiers d'une mission navale britannique se trouvèrent en butte, après vingt toasts, aux humeurs d'un Amiral russe qui, dit-il sans ambages, détestait les Anglais et le manifesta brutalement à ses hôtes. Le lendemain matin, on leur fit savoir que le programme prévu serait modifié : on allait retourner pour une courte visite à bord d'un cuirassé. Là, le groupe fut conduit jusqu'à la plage arrière où un marin, en tenue de travail, était agenouillé sur le pont qu'il frottait à la brosse : c'était l'irascible Amiral de la veille... Churchill se rendit plusieurs fois en Russie pour des tête-à-tête avec Staline. On nous rapporta à la suite d'un de ces voyages que Staline avait reçu son visiteur dans son petit appartement du Kremlin et qu'ils y avaient tous deux dîné seuls, servis par la fille du Maréchal : la simplicité réciproque était si grande qu'au cours du repas Churchill était passé dans la cuisine pour montrer comment un Britannique faisait cuire les œufs sur le plat...

## "La Guerre est finie, il ne reste plus qu'à la gagner"

Quelques mois après l'invasion de la Russie, à la fin de la même année, l'attaque, au terme d'une longue traversée par la marine et l'aviation embarquée japonaises, de la flotte américaine à son mouillage de Pearl Harbour fit entrer les États-Unis dans la guerre. Après l'Europe, l'Orient, l'Afrique, après la Méditerranée, l'Atlantique et l'Indien, l'Océan Pacifique faisait son entrée dans les communications d'un conflit étendu désormais à toute la surface du globe ! "La guerre est finie. Il ne reste plus qu'à la gagner", dit avec sa sagesse paradoxale, au Colonel Passy, le chef de la France Libre, le soir même de Pearl Harbour, le 7 décembre 1941.

Au cours des mois qui suivirent, il devint clair qu'à travers le monde, la France Libre donnait désormais de plus en plus de la France l'image la plus authentique, la plus fidèle : ses forces grandissaient avec son prestige ; peu à peu, elle bénéficiait d'une reconnaissance encore insuffisante mais qui était de bon augure. Aussi aspirait-elle à prendre une place plus grande et mieux marquée dans le Concert des Alliés. Le Général de Gaulle continuait de soutenir, avec l'opiniâtreté de la foi et la force de la chose démontrée – avant même Bir Hakeim –, que la souveraineté de la France se transférerait du côté de la guerre. Il prévoyait pourtant que dans notre entreprise des épreuves nouvelles ne manqueraient pas de surgir de l'extension du conflit. Aussi préparait-il déjà les dispositifs de toutes sortes qui seraient nécessaires au moment où la victoire, en train de se forger, donnerait enfin à la France – qui n'aurait jamais cessé le combat – l'occasion et le moyen de reprendre sa stature et son rang.

Une première occasion se présenta en novembre 1942 avec le débarquement en Afrique du Nord. Le Général avait encore été sage de prévoir quelques difficultés nouvelles ; mais, l'Histoire suivant parfois, surtout si on l'y contraint, la voie de la justice, ces difficultés ne durèrent pas, même si elles devaient réapparaître plus tard sous d'autres formes, par bonheur également transitoires.



Ce n'est déjà plus le "Commencement de la fin" comme le disait naguère Churchill ; c'est le moment des préparatifs du débarquement et de la bataille à mort qui doit s'ensuivre et – si la fortune des armes sourit aux Alliés – conduire à cette "Victoire stratégique de la guerre" dont parle, dans son magistral ouvrage, le Général Jean Compagnon. Un signal clair vient d'être donné : le jour de Noël 1943, les Gouvernements Américain et Britannique rendent publique la désignation de Dwight Eisenhower au "Commandement Suprême Interarmes Interallié". Certes, on ignore encore qu'à cette date, 5 mois et 10 jours seulement séparent du grand événement dont l'attente fait battre des millions de cœurs. Mais il est réputé proche ; on souhaite d'autant plus qu'il le soit, en effet, qu'une lourde déception a suivi, dans le courant de l'année 1943, la demi-annonce faite par Churchill, laissant entendre que "Peut-être quand les feuilles tomberaient...". L'automne s'était éteint sans apporter la moindre surprise.

*La M.M.L.A.*

L'ampleur même des préparatifs formidables qui se faisaient du nord au sud, de l'ouest à l'est des Iles Britanniques et dont nous avions le spectacle fragmentaire mais très actif sous les yeux, dans le port où était notre base, nous incitait, comme tous les Français Libres, où qu'ils fussent et quelle que fût leur arme ou leur spécialité, à nous interroger sur le rôle qui serait dévolu à nos Forces par le Commandement Suprême. Naturellement, le Général de Gaulle y pensait aussi, multipliant les démarches et les notes, comme il pensait avec gravité et non sans angoisse aux conditions dans lesquelles, lorsque viendrait le débarquement, la France libérée serait effectivement traitée par le Commandant en chef, instruit par les Gouvernements américain et

britannique. Il est à peine besoin de dire qu'à ses yeux, et bien justement, les seules conditions souhaitables et admissibles ne pouvaient répondre qu'à deux impératifs : la sécurité des Forces Alliées et l'indépendance de la France. Sur ce point aussi la Résistance unifiée marquait au Général sa totale confiance et travaillait, en liaison avec Alger, à préparer, secteur par secteur, l'administration de la France à mesure que seraient libérées des portions de son territoire. Tout eût été facile s'il n'avait

été question, en haut lieu, d'appliquer à la France, comme ce venait d'être à l'Italie, le régime de "l'A.M.G.O.T.", c'est-à-dire du "Gouvernement Militaire Allié des Territoires Occupés" ; en bref, cela signifiait que la France libérée risquait d'être traitée en territoire ennemi. La situation était d'autant plus éprouvante que le Général de Gaulle, donc le Gouvernement Provisoire de la République, et la Résistance avaient au contraire formé le projet d'une mission militaire d'administra-

*Suite page 12*

## L'AMÉRIQUE EN GUERRE

COMITE FRANCAIS DE LA LIBERATION NATIONALE



1. Dr. Jules Aklonis	Education et Santé P.C.C./U.S.	H.	M. René Mawell	Afrique Étrangère.
2. H. Hantz Baret	Information.	H.	R. Razi Heger	Communautés et Miroirs Marchands.
3. Général Catroux	Coordination des Affaires Mundannes.	10.	M. François de Monthou	Juifs.
4. M. Maurice Couvre de Murville	Finances.	11.	M. Jean Honeat	Appropriations et Destructions.
5. M. André Gilleblin	Production et Commerce.	12.	M. André Flail	Initiateur et Action in France.
6. Général Georges	Communication et Propagande.	13.	R. Razi Heger	Libans.
7. Général Legentilhomme	Défense Nationale.	14.	M. Adrien Tapis	Trouvé.

## BLOCUS INTERIEUR DE L'ALLEMAGNE

(Suite de la page 1)  
des bombardiers américains basés  
en Alaska du Nord.  
On rapporte de Stockholm que  
l'Air Américain a répondu en ces  
termes :  
« Malgré nos pertes, je suis prêt  
à envoyer de nouvelles avions et de  
ville et à Abbe-  
peries. Des  
R.C.A.F. (Amé-  
ricaines) ont de

[illegible]

de l'ère Duran, Castel, Francini et Colonge.

Duran était, nous l'avons vu, l'un des chefs de la 3<sup>e</sup> Armée de l'Armée suisse qui l'ont attaquée, un objectif nouveau. Situés à 30 kilomètres environ au sud-est de Gargèse, Duran possédait une forte garnison de 150 hommes, la moitié, nous le verrons, armée à la mitrailleuse non-déformée, armée à la

Après d'intenses attaques continues avant qu'elle n'atteigne leur but, afin d'épargner les villes allemandes qui fournissaient le matériel en avions, en munitions et en carburant à leur armée, les Alliés ont commencé à bombarder leurs camps en France, en Belgique, et en Hollande.

construction d'avions. Les Forces armées ont été accompagnées d'une force importante de charniers américains et de Spitfires de la R.A.F. Ils ont aussi utilisé des avions à hélice et des avions Ruten en Hollande. De ces opérations, huit bombardiers ne sont pas rentrés à leurs bases.

Vendredi matin, des bombardiers Marauder ou à lame armée de l'air américaine, coéquipés de Spitfires de la R.A.F., ont attaqué l'aérodrome d'Amstutz sur l'extrême-Front. Ils ont détruit une grande partie des avions alliés américains stationnés à terre, et endommagé les avions d'entraînement.

Samedi matin, des avions de la marine péruvienne ont attaqué directement les avions alliés sans résultat.

Dimanche, moyens des avions américains et américains d'extrême-front.

Vendredy soir les bombardiers de la R.A.P. ont mené une attaque très lourde contre le centre de fabrication de munitions de Cayeux à l'est de la Ruhr. Le poids des bombes "arrasées" sur l'industrie s'élève à 1 500 tonnes. Une

Une injustice est réparée

## Une injustice est réparée

Alger, 12 octobre. Le  
général FRANCES de la Libéra-  
tion NATIONALE a décidé de re-  
mettre en vigueur le décret Cré-  
pus de 1871, qui a donné aux  
enfants d'origine algérienne la  
nationalité française. Elle leur  
aura été octroyée par Vichy qui  
en 1940, avait abrogé le décret  
Crépus.

Au cours de ces deux semaines d'octobre de cette année, l'Armée de l'Air a été touchée sur l'Afrique du Nord par des milliers de bombes, et a perdu, pendant, Riley et moi, sur les objectifs occupés.

(Note: Pendant ces deux semaines, la France a été touchée par des milliers de bombes, et a perdu, pendant, Riley et moi, sur les objectifs occupés.)

## Les Alliés ont la maîtrise de l'air sur tous les fronts du Pacifique

G.G. Allié Pacifique sud-ouest, 26 octobre. — Un communiqué publié ici aujourd'hui annonce que 123 appareils japonais ont été détruits au cours de nouveaux raids alliés sur Rabaul en Nouvelle Bretagne. 45 bombardiers ennemis furent détruits au sol. Les aviateurs alliés lâchèrent 105 tonnes de bombes et coulèrent également dans les eaux de Rabaul 10 navires japonais, quatre destroyers et les Alliés ont perdu 9 appareils. Le total des avions détruits au cours des récents raids japonais est ainsi porté à 300. Au cours des derniers 15 jours les Japonais ont perdu 900 appareils dans le sud du Pacifique.

En Nouvelle Guinée les contre-attaques japonaises contre Finisla-  
fen ont été définitivement repous-  
sées. Les Nippoens burent sou-  
tenant en retraite vers le nord par  
l'intérieur des terres.

En Chine, dans la province du Yunnan, au sommet que, le 18 octobre, des troupiers chinois ont détruit une colonne japonaise qui se dirigeait vers le nord pour prévenir une offensive chinoise en direction de la Birmanie.

Un éminent journaliste américain écrit :  
 « Les plans italiens d'offensive, que nous avons découverts, ont été élaborés par le général Mombertelli, commandant en chef dans l'Anso du sud-est à la fin premier, assistant général en chef, commandant d'une escadre. Ceci rendrait de la plus haute importance la situation de Chongking, la capitale de la Chine, et de la région de la Chine centrale, si elle est considérée comme l'italien »

## Ecoutez l'Amérique

[illegible]

EMISSIOMS AMERICAINES DIRECTES DES ETATS-UNIS, SUR ONDES COURTES: VINGT-QUATRE EMISSIONS PAR JOUR, A LA DEMIE DE CHAQUE HEURE, SUR LES ONDES SUIVANTES:  
12.30 à 9.30 sur 16, 18, 25mc. 9.30 à 12.30 sur 21, 29, 47, 49mc.

1.34 à 1.30 sur 22, 27m, 11.30 sur 23, 30, 27m,  
EMISSIONS AMERICAINES TRANSMISES PAR LA S.B.C.  
A 14.30 sur 1500, 373, 41, 24, 25, 16 mètres.  
.. 22.30 sur 1500, 373, 261, 42, 41, 31 mètres.  
EMISSIONS AMERICAINES RELAYEES D'AFRIQUE DU

NORD SUR ONDES MOYENNES:  
A 0.30, 1.30, 2.30, et 23.30 sur 14km.  
A 1.30, 2.30, 17.30, et 19.30 sur 14km, 100m., 100m.

CHARGES

*Fac-similé de la p. 3, n° 73 du 27 octobre 1943 de l'Amérique en Guerre. De gauche à droite et de haut en bas :*

- |                              |                                      |
|------------------------------|--------------------------------------|
| 1. Dr Jules Abadie           | Education et Santé Publique          |
| 2. Henri Bonnet              | Information                          |
| 3. Général Catroux           | Coordination des Affaires Musulmanes |
| 4. Maurice Couve de Murville | Finances                             |
| 5. André Diethelm            | Production et Commerce               |
| 6. Général Georges           | Commissaire sans portefeuille        |
| 7. Général Legentilhomme     | Défense Nationale                    |
| 8. René Massigli             | Affaires Etrangères                  |
| 9. René Mayer                | Communications et Marine Marchande   |
| 10. François de Menthon      | Justice                              |
| 11. Jean Monnet              | Approvisionnement et Reconstruction  |
| 12. André Philip             | Intérieur et Action en France        |
| 13. René Pléven              | Colonies                             |
| 14. Adrien Tixier            | Travail                              |

(Fac-similé communiqué par Geneviève Mathieu, déléguée de la Région parisienne)



tion française en vue d'assurer, au mieux, dans les premiers moments de la libération, l'administration civile du Pays : c'était la M.M.L.A., "Mission Militaire de Liaison Administrative" composée d'Officiers français – ils finirent par être plus de 800 – dont la première vague accompagnerait les troupes d'assaut et les premiers renforts et dont la seconde arriverait dès que la tête de pont serait renforcée et étendue. L'officier qui devait la mettre sur pied et la commander était Hettier de Boislambert, rescapé des prisons de Vichy et futur Chancelier de l'Ordre de la Libération. L'action conjuguée du Général de Gaulle, de Boislambert et de l'Angleterre, par l'intermédiaire du Général britannique adjoint au Commandant Suprême pour ce genre d'affaires, permit, in extremis, quelques jours avant le jour J, d'éviter "l'A.M.G.O.T." et de mettre en route, puis en place, les officiers des différents services de la M.M.L.A.

Le cœur serré par l'attente, ignorant tout et pour cause de la date de notre départ, nous ne connaissions de l'assaut terrifiant – qui avait le premier jour rassemblé du côté des Alliés 156 000 hommes, 7 000 bateaux et des milliers d'avions – que ce que disaient les communiqués et les récits de ceux, très nombreux, qui faisaient, par avion ou par mer, le va-et-vient entre la côte normande et le sud de l'Angleterre. On apprenait, tour à tour, – que le jour J ayant été, en raison de la tempête, décalé de 24 heures, des convois chargés de troupes étaient restés près de deux jours entre ciel et mer ignorés de l'ennemi – que le Roi George avait dû intervenir personnellement auprès de Churchill pour l'empêcher de débarquer avec les premières troupes – que toutes les armes de la France Combattante participaient au débarquement – que les Forces allemandes qui se battaient avec acharnement avaient été prises complètement au dépourvu – que le nombre de morts Alliés avait été, le 6, de 2 500 et celui des blessés de 9 000.

Peu de temps après, nous étions en France où désormais chaque jour la liberté montait dans le ciel avec le soleil levant.

Cela qui vous devait tant, vous ne l'avez pas vu : vous étiez encore enfermées dans les camps avec la présence invisible et sacrée de toutes celles et de tous ceux qui avaient péri autour de vous, tombés au service de la cause que vous aviez embrassée. Vous ne participiez pas au combat de la revanche militaire mais vous aviez eu déjà la part qui vous revenait : la meilleure, en toute justice, avant tous les autres, comme l'a évoqué Malraux, vous aviez vu de vos yeux la victoire s'avancer à tâtons dans les larmes et le sang ; vous en étiez les messagères souveraines prêtes à donner votre vie en promesse et en gage de son retour parmi nous.

(Longs applaudissements)

GENEVIEVE DE GAULLE ANTHONIOZ : Comment vous remercier, cher Jean Marin, comment vous exprimer notre émotion à toutes, mais enfin vous l'avez perçue à travers les applaudissements de nos camarades... Oui, c'est vrai, nous avons manqué la Libération et beaucoup d'entre nous sont mortes pendant le dernier terrible hiver. Mais du moins, comme l'a dit Malraux devant la Cathédrale de Chartres, nos camarades "sont morts avec une âme de vainqueurs". Je crois que c'est ce que vous avez dit admirablement en d'autres termes.

\*\*\*

## FONDATION "La Mémoire de la Déportation"

GENEVIEVE ANTHONIOZ aborde la question qui concerne la "Fondation pour la Mémoire de la Déportation".

L'année dernière, au mois de janvier, j'avais reçu de sa Présidente Marie-Claude Vaillant-Couturier, une lettre nous informant de l'existence de cette Fondation et nous demandant si nous envisagions, à un titre ou à un autre, d'y apporter un concours. Une réunion a eu lieu, à laquelle nous nous trouvions en même temps que nos camarades de la FNDIRP, de l'UNADIF et des principales Amicales de camps, et chacun très librement a échangé ses questions et ses difficultés.

La FNDIRP ayant créé, à l'origine, cette Fondation à l'intérieur de sa propre vie, souhaitait l'élargir. Son but était sans doute de conserver la mémoire de la Déportation, mais aussi que le travail médical et social accompli par la FNDIRP, en particulier dans les deux cliniques de Fleury-Mérogis, ne soit pas perdu, puisse servir à ceux qui seraient victimes de sévices semblables à ceux qu'avaient vécus les déportés. Bref, l'idée n'étant pas au départ d'y accueillir d'autres membres que ceux de la FNDIRP, les statuts ont été déposés en ce sens.

Il y a eu ensuite des propositions, en particulier la proposition d'un collège associé dont on nous demandait de faire partie. Ce collège associé nous paraissait à la fois extrêmement onéreux – les moyens de l'A.D.I.R. ne nous permettaient pas d'y participer – et d'autre part, n'avait aucune espèce de pouvoir de décision puisqu'il était purement consultatif. Nous avons donc émis nos réserves et un travail s'est accompli auquel l'A.D.I.R. a pris une part active ; il y a eu plusieurs réunions, un échange de lettres, de documents, etc. D'une part, les fondateurs de la "Fondation pour la Mémoire de la Déportation" et notamment leur Présidente, ont souhaité qu'un réel élargissement ait lieu et d'autre part, ils ont très bien compris que dans les premières conditions qui étaient offertes cet élargissement n'était pas possible, en tout cas, ne pouvait entraîner l'adhésion générale. Mais une Fondation, ce n'est pas une association selon la loi de 1901, ses statuts doivent être approuvés par le Conseil d'État et font l'objet d'un décret. Pour modifier, ne serait-ce que le nombre des membres du Conseil d'Administration, il fallait repasser devant le Conseil d'État pour modifier les statuts et en faire l'objet d'un nouveau décret. Ce décret a été notifié à la fin de février, et nous en avons été informées par une lettre toute récente de Marie-Claude.

Nous avons maintenant la copie des nouveaux statuts qui offrent d'autres possibilités. Je dois dire que nous consultons en même temps tous nos camarades de la manière la plus large. Vous savez qu'à l'A.D.I.R. nous avons été un terrain d'entente et que nous avons des camarades qui sont à la FNDIRP, à l'UNADIF, d'autres qui sont à la FNDIRP, d'autres qui sont seulement à l'A.D.I.R. (ce qui est d'ailleurs mon cas), et nous souhaitons beaucoup qu'il n'y ait aucune division entre nous et que tout soit parfaitement clair et bien informé. Nous avons donc demandé au Bureau de la Fondation de la Mémoire de la Déportation d'attendre, d'abord notre Assemblée Générale d'aujourd'hui et puis notre pro-

chain conseil qui a lieu lundi. Mais nous avons quand même discuté de ce problème dans le conseil qui a précédé notre Assemblée Générale et je dois vous dire que l'ensemble des membres du conseil, évidemment sous réserve de votre approbation, est favorable à une certaine participation de l'A.D.I.R. à la Fondation pour la Mémoire de la Déportation, avec certaines réserves plus ou moins étendues selon les unes et les autres, mais c'est un "oui". L'argument principal étant : nous sommes de moins en moins nombreux, pour témoigner nous avons besoin de nous serrer beaucoup les coudes, de nous entendre, nous l'avons bien vu dans l'histoire des pensions où nous avons fait "front commun". Nous allons en plus disparaître et nous ne savons pas du tout comment transmettre nos témoignages, la Fondation répond à ce but.

### Les Participants

Il nous est donc proposé un siège dans le Conseil d'Administration, au même titre que la FNDIR-UNADIF et qu'un délégué de toutes les Amicales de camps qui doivent le désigner entre elles. Les autres sièges étant déjà pourvus mais pas d'une manière inamovible, par des déportés dont Marie-Claude, Marie-Jo Chombard-de-Lauwe, Marie-Elisa Cohen, Charles Jouanneau, Christian Pineau, plus trois membres de l'Union des Mutuelles d'Ile-de-France, que nous avons été étonnés de voir là mais qui en fait est propriétaire des biens immobiliers, c'est-à-dire des deux cliniques de Fleury-Mérogis. – Non ?

MARIE-CLAUDE VAILLANT-COUTURIER : La FNDIRP reste propriétaire, et eux sont gestionnaires.

GENEVIEVE ANTHONIOZ : Heureusement que Marie-Claude est là, ils sont donc gestionnaires. En tout cas ils sont dans le Conseil de cette Fondation ainsi que trois membres de droit qui représentent le Gouvernement : le ministre de l'Intérieur – comme dans toutes les Fondations – et les ministères intéressés, en l'occurrence, c'est très bien choisi : le ministère de l'Éducation Nationale et le Secrétariat d'État aux Anciens Combattants. Un Comité de parrainage a été aussi créé où il y a déjà pas mal de résistants et de déportés, comme Claude Bourdet, Maurice Schumann, Pierre Sudreau, le Père Riquet, Jean-Pierre Lévy, ce n'est pas exhaustif car c'est en train de se constituer.

Le but de la Fondation est d'"Assurer la pérennité et l'enrichissement de la Mémoire de la Déportation et de l'Internement". Pour réaliser ce but, elle cherche un certain nombre de moyens qui sont en train de se mettre en place et pour que ces moyens soient bien contrôlés, par des gens sérieux, déjà se sont constitués deux comités consultatifs : un comité consultatif d'historiens auquel participent des personnes qualifiées et des Instituts, des musées, des Universités et un comité médico-social.

Alors le problème qui se pose à nous est de savoir maintenant ce que nous faisons.

Je serais très contente que l'une ou l'autre d'entre vous s'exprime et je vous rappelle que



Marie-Claude est là, elle a déjà montré sa présence en rectifiant une ou deux de mes erreurs ou approximations et donc je serais très contente si elle a l'occasion de dire encore quelque chose mais il faut que ce soit bref parce que comme toujours, nous avons pris du retard et qu'il faut quand même que nous soyons à six heures et quart sur le terre-plein de l'Étoile. Voilà, je vous écoute. Qui a une question à poser ? Ou qui veut dire simplement son accord ou son désaccord ?

VIOLETTE MAURICE : J'ai simplement deux mots à dire et à reprendre ce que j'ai dit ce matin, à savoir que Geneviève a souligné que nous étions de moins en moins nombreuses, c'est vrai, et je pense, ce qu'elle n'a pas dit, que le danger se dessine de plus en plus à l'horizon. Par conséquent, moi je voterai dans le sens de cette adhésion à la Fondation.

— Très bien. Est-ce qu'il y a d'autres personnes qui veulent s'exprimer ?

CATHERINE GOETSCHER : C'est dans la ligne actuelle de tout ce qu'il faut faire : il faut se rassembler pour être fortes et pour que la Mémoire tienne.

ALICE GENTY : Je suis jurassienne et dans le département du Jura nous avons un comité de l'Histoire pour la Déportation et la Résistance qui existe depuis deux ans. Et alors je pense que ça fait un double emploi pour moi. D'autre part, je voudrais être très au courant des statuts.

### **“Pérennité et Enrichissement de la Mémoire de la Déportation et de l'Internement”**

— Les statuts sont à votre disposition. Nous venons de les recevoir puisque cette décision du Conseil d'État est toute récente, on ne pouvait pas vous les communiquer avant puisqu'ils étaient remis en question. Mais bien entendu, toutes celles qui le souhaiteront peuvent avoir ces statuts à leur disposition.

GENEVIÈVE ANTHONIOZ : Je voudrais dire à Madame Alice Genty que ce n'est pas la même chose ; une Fondation pour la Mémoire de la Déportation c'est quelque chose qui n'est pas propre à un département, il n'y en a pas partout, et cela englobe beaucoup plus de gens que les anciens déportés eux-mêmes, puisque par exemple il y a des professeurs d'université, des conservateurs de musée, tel le Conservateur en chef des Archives Nationales à Paris. C'est un organisme qui est très important et qui doit durer après nous. Parce que ces comités dont vous parlez, ils ne dureront pas après nous, quand nous serons mortes, ils seront finis. Une Fondation doit continuer.

MONIQUE NOLLET de Marseille : J'ai compris que notre Association va certainement siéger, parce que je vois que dans l'ensemble tout le monde est d'accord là-dessus, j'y suis aussi. La seule chose que je voudrais dire, c'est peut-être un petit peu à part de la question, c'est qu'on va recueillir des témoignages un peu partout. Je connais des tas de gens qui sont capables de donner des témoignages, entre autres tous ceux qui ont été parler dans les écoles et qui ont fait un travail considérable. Si on fait une vidéothèque, voilà à qui il faudra s'adresser. C'est tout ce que je voulais dire.

GENEVIÈVE ANTHONIOZ : Ta question est très judicieuse, effectivement ce sera une des œuvres importantes de la Fondation, parce qu'on disparaît très vite et que ces témoignages, dans quelque temps, on ne les aura plus.

MARIE-CLAUDE VAILLANT-COUTURIER : Les projets actuels sont modifiables si vous le souhaitez, parce que c'est le Conseil d'Administration qui décide de poursuivre telle ou telle œuvre. Alors parmi ces projets, il y a la récolte de témoignages et les propositions de thèses sur le problème de la déportation, avec toute une série de sujets ouverts à tout ce que vous pourrez suggérer. Deuxièmement la vidéothèque et troisièmement la mise en informatique de tout ce qui existe sur la Déportation, avec l'idée que chaque Association ou Amicale de camp conserve ses archives mais que l'on met en informatique l'ensemble des archives, chacun gardant les siennes ou les donnant s'il le souhaite, de façon que tout ce qui existe en France (et notre ambition serait que ce soit aussi au plan international puisque il y a des archives qui ont été ouvertes à droite et à gauche dans d'autres pays), de façon à ce qu'on sache que quand on veut des renseignements

sur telle question, on peut les trouver à telle ou telle association, dans telle ou telle bibliothèque, dans telle ou telle vidéothèque, etc. Donc une centralisation. Et cela durera un certain nombre d'années. Et alors en ce qui concerne les témoignages de vidéothèque, le projet est sur cinq ans, pour des raisons matérielles, d'argent, parce qu'il faut collecter de l'argent pour faire une centaine de portraits venant de toute la France, avec les aspects les plus typiques de la Déportation, chaque association faisant des propositions, et de façon à ce que ce soit scientifique.

Il y a la garantie du travail des historiens pour que cela corresponde aux différentes régions de France, aux différentes motivations de la déportation, aux différents aspects des camps, afin que cela donne une image aussi panoramique que possible de ce qu'était la déportation.

Et ce que je voulais dire, c'est que sans attendre la suite, on a tout de suite commencé par ce qui nous paraissait le plus urgent. Actuellement, ce sont les témoignages sur les chambres à gaz. Nous avons trouvé quelqu'un qui a passé quatorze jours à travailler à la

(Suite page 14)

## **IN MEMORIAM**

### **JOSETTE FAYE-GUILLAUME**



Josette Faye-Guillaume était née à Montferand en 1917. C'était une fille tout entière dans ses amitiés, ses affections, ses convictions ; rien ne la détournait de son but lorsqu'elle y croyait.

C'est ainsi qu'elle s'est engagée à fond dans la résistance. Elle a, une des premières, participé à la création du réseau “Mithridate” sur Clermont-Ferrand, acceptant des liaisons qui l'emmenaient souvent dans d'autres départements ; elle a pris contact entre autres avec le Dr Mallet de St-Flour (en juin 1944, le Dr Mallet a été fusillé avec ses deux fils, sa femme et sa fille ont alors connu Ravensbrück et Holleschen).

Mais son activité a été interrompue par son arrestation par la Gestapo de Clermont-Ferrand en novembre 1943 ; après avoir subi les coups des interrogatoires, elle a connu la prison militaire allemande du “92”, puis Compiegne, Ravensbrück dans le convoi des 27 000 pour finir fin février 1944 à Holleschen. Là encore, pour défendre une Russe accusée injustement, elle a bondi, tête en avant, sur la grosse Prussienne, internée, qui faisait office de chef de camp ; cette dernière s'est retrouvée assise par terre au milieu de la cour et Josette a été mise à travailler jusqu'à la libération dans un commando de Russes qui ne lui surent aucun gré de son intervention.

Dès son retour à Clermont-Ferrand, ne se voyant pas trop handicapée par rapport à d'autres, elle repart avec des amis de Résistance et deux déportés de Buchenwald voir les déportés auvergnats de Dachau. De retour à Clermont-Ferrand un car est envoyé sur place pour les ramener ainsi que quelques prisonniers de guerre de la région.

Elle est toujours restée prompte à se mettre au service des résistants, des déportés ; personne ne faisait vainement appel à elle.

Mais son calvaire ne s'est pas limité à la déportation. Après avoir soigné, puis vu partir à peu d'intervalles, sa mère et son mari, Pascale, sa fille unique, se paralyse fin 1984 et devient gisante en l'espace de quelques mois. C'est alors une course aux soins : à la Salpêtrière où, pendant deux mois, elle a eu le réconfort de ses amies de l'ADIR, puis au Centre Germaine Revel à Givors, à la maison de rééducation de Pionsat dans le Puy-de-Dôme.

N'ayant plus aucun recours, elle installe sa fille chez elle, la veillant jour et nuit et donnant un bel exemple d'amour maternel. Victime elle-même d'un infarctus en 1988, ses amies se relaient pour garder Pascale pendant que sa mère est au C.H.R.U. de Clermont-Ferrand.

Jacotte Lignerat, ex 27 000 de Swodau, veuve elle-même, l'aide sans cesse physiquement et moralement.

Mais Josette avait trop abusé de ses forces et le mercredi 8 janvier 1992 on l'a trouvée inerte à côté de son lit ; fatiguée, elle avait dû s'allonger et essayer de se lever, ce qu'elle faisait au moindre bruit venant de la chambre de Pascale. Elle avait 75 ans.

Josette n'est plus. Elle est partie accompagnée par une foule d'amis et de nombreux drapeaux qui témoignaient de l'estime qu'elle avait su faire naître autour d'elle.

Josette, je t'avais retrouvée au “92”, au lavabo, où un gardien nous avait conduites ensemble alors que nous étions chacune en cellule. Puis je t'ai vue partir avec beaucoup de regrets et je t'ai rejointe, moi, une 35 000, le 6 juin 1944 à Holleschen... Quelle joie dans notre malheur.

Aujourd'hui, tu nous as quittés mais tu restes à jamais dans notre souvenir, dans notre cœur, et nous veillerons, autant que nous le pourrons, sur ta petite Pascale.

Madeleine Moreau-Tourrette



chambre à gaz d'Auschwitz, avant qu'il y ait un Sonderkommando organisé. D'autre part, le Général André Rojerie était en même temps que moi à Auschwitz. Nous avons vu la même chose, surtout au moment où l'on a fait passer les juifs de Hongrie dans la chambre à gaz ; ça a duré pendant plusieurs jours, c'était atroce.

On voyait la même chose, mais lui était en face, moi je voyais le tri et lui aussi, mais je voyais seulement après les flammes sortir du crématoire tandis que lui était en face et il a un témoignage vraiment très intéressant, qui a été publié. Comme on est dans une période d'utilisation de l'audiovisuel — par exemple nous pensons aux écoles, quand nous ne serons plus là — la raison de la vidéothèque, c'est justement de pouvoir montrer et utiliser ces témoignages qui sont quand même plus vivants. Pour les travailleurs scientifiques, c'est clair qu'ils liront tous les mémoires et tout ce qui a été écrit. Mais si nous voulons toucher un plus vaste public, c'est-à-dire en particulier des jeunes, et éventuellement des téléspectateurs, eh bien, même des choses qui ont été écrites, si elles peuvent être dites par des survivants, c'est mieux !

Dans cette série on a pensé aussi à Choumoff sur Gusen et Artheim, et à Anise sur les travaux faits sur Ravensbrück. Et naturellement, c'est ouvert, si on peut trouver d'autres gens qui ont un témoignage *direct* sur l'existence des chambres à gaz. Alors je vous donne ça comme exemple, parce que nous nous sommes dit que c'était vital, dès maintenant, et que si on ne pouvait en faire que quatre ou cinq parce qu'on n'avait pas d'argent pour en faire plus, il fallait que ces témoignages-là soient tout de suite pris pendant que, par exemple, le gars d'Auschwitz est un gars qui est malade et il peut disparaître. C'est donc indispensable d'avoir ça immédiatement. Ceci pour vous donner une idée de ce à quoi peut servir la vidéothèque.

DOMINIQUE VEILLON : Voilà, je voudrais simplement dire que la Fondation a contacté l'Institut d'Histoire du Temps Présent pour faire partie du Comité scientifique et que nous avons donné notre adhésion. Nous sommes trois historiens à avoir accepté, à l'Institut d'Histoire du Temps Présent, de participer à cette entreprise. Il y a notre Directeur Robert Frank, Denis Péchanski et moi-même. Nous avons eu déjà deux réunions et nous allons commencer à visionner les premiers témoignages qui ont été enregistrés. Déjà, à titre indicatif, on nous a passé quatre cassettes et nous avons été assez impressionnés, tout à fait bien impressionnés par la qualité du témoignage qui avait été enregistré. Mais nous venons seulement de commencer ce travail, en tout cas, nous avons tenu à ce que toutes les sensibilités soient enregistrées et également, à recueillir le plus grand nombre de témoignages venant de toutes les régions de France.

GENEVIÈVE DE GAULLE ANTHONIOZ : Puisqu'il n'y a plus de question, je termine tout à fait rapidement par deux ou trois informations.

**Le 20 mars 1992, jour de notre Assemblée Générale, était inaugurée à Lyon la rue "Marie-Louise et Anne-Marie Soucelier", déportées de la Résistance Française.**

D'abord, l'une qui rejoint bien notre préoccupation quand nous parlons de la Fondation pour la Mémoire de la Déportation, ce sont les nouvelles tentatives de Roques et Faurisson : (plusieurs de nos camarades nous ont envoyé des documents précis à ce sujet) qui ont distribué dans les lycées et nominativement à des élèves lauréats du Prix de la Résistance, dont ils trouvent les noms dans la presse, un texte, qui est un vrai petit volume, niant l'existence des chambres à gaz dans les camps de concentration en Allemagne nazie. Au début, ces jeunes croyaient que ça venait des résistants et des déportés. C'est en regardant ce qu'il y avait dedans qu'ils ont mieux compris ! Et je remercie toutes celles qui nous font parvenir ces nouvelles parce qu'il faut les regrouper.

J'ai voulu vous dire aussi qu'il n'y a pas de monument Bergen-Belsen au Père Lachaise et nous avons parmi nous, ici même, des camarades qui ont été à Bergen-Belsen, qui ont vu ces terribles, effroyables derniers jours de Bergen-Belsen et dans la mesure où vous pouvez y apporter votre concours et votre aide...

Aujourd'hui même, a été inaugurée à Lyon, une rue "Marie-Louise et Anne-Marie Soucelier". Beaucoup d'entre vous ont connu ces deux sœurs, qui étaient des femmes extraordinaires, d'une grande valeur, d'un grand patriotisme. Cela nous touche beaucoup qu'aujourd'hui cette rue soit baptisée de leurs noms. Mais cette cérémonie a empêché des camarades de Lyon de venir parmi nous, tandis que d'autres qui sont ici auraient aimé être à Lyon.

Je voulais vous rappeler aussi, nous vous l'avons déjà dit dans le Bulletin, que le pèlerinage à Ravensbrück a lieu du 1<sup>er</sup> mai au lundi 4 mai, c'est peut-être un peu tard pour vous inscrire, mais en tout cas, c'est à l'Amicale de Ravensbrück que vous pouvez le faire.

Nous allons, comme d'habitude, ranimer la flamme, et je vous demande de gagner le plus rapidement possible les bus pour l'Étoile. Nous y retrouverons Monsieur le Directeur du Cabinet de Monsieur Mexandeau, Monsieur de Chalvron et Madame Marie-Thérèse Raymond qui représente la Mairie de Paris.

Étant donné la période pré-électorale, exceptionnellement nous n'avons pas le droit, c'est le règlement, de remonter en cortège l'avenue des Champs-Élysées.

### L'A.N.M.R.F. communique :

*« L'Association Nationale des Médailleurs de la Résistance Française a appris avec une douloureuse émotion qu'aux yeux de la Chambre d'accusation de la Cour d'Appel de Paris les crimes reprochés à Paul Touvier ou bien n'étaient pas établis, ou bien ne constituaient pas des crimes contre l'humanité et se trouvaient, dès lors, prescrits. »*

*Les titulaires de la Médaille de la Résistance Française, qui ne peuvent admettre les motifs invoqués par la Cour et en particulier une surprenante réécriture de l'Histoire, expriment le ferme espoir que cette appréciation ne sera pas celle de la Cour de Cassation et font confiance à la plus haute instance judiciaire nationale, pour que le chef du service de renseignements de la milice à Lyon pendant la guerre soit appelé à rendre compte devant la Justice des actes criminels dont il est accusé.*

Paris, le 15 avril 1992 »

## CARNET FAMILIAL

### NAISSANCES

Marcelle Delaunay-Favreau (35 000), d'Azay-le-Rideau, fait part de la naissance de sa petite-fille Charline, le 23 novembre 1991.

Elisabeth Guillemin-Bertrand (43 180) de Saint-Seine-l'Abbaye, fait part de la naissance de sa petite-fille Marthe, le 9 février 1992.

Conchita Ramos, de Toulouse, fait part de la naissance de son arrière-petit-fils, Yohan.

### DÉCÈS

Nous regrettons le décès de nos camarades :

Denise Revers (27 123) de Montreuil-Bellay, le 14 février 1992 ;

Ariane Le Douaron (47 187) de Paris, le 6 mars 1992 ;

Renée Bernet (57 961) de Paris, le 16 mars 1992 ;

Marie-Thérèse Rousseau (47 199) de Paris.

Solange Blanc de Vianney (57 808) de Sète ;

Lucienne Leroy (57 662) de Paris.

Annick Burgard, de Paris, a perdu son mari le 13 mars 1992 ;

Louise Liard a perdu son frère, M. l'Abbé Le Porz, en mars 1992 ;

Madeleine Tourrette (35 483 et 50 820) de Clermont-Ferrand a perdu son frère en mars 1992.

### DÉCORATIONS

Françoise Archippe (27 930), de Montauban, a été promue Officier de la Légion d'Honneur le 12 juillet 1991.

Charlotte Serres, d'Arcachon, a reçu la Médaille de Vermeil de la Ville de Paris pour son dernier livre *Mouvance du Soir*.

### RECTIFICATIF

Un lecteur nous signale une confusion que nous avons faite dans notre éditorial du numéro de janvier-février au sujet de l'un des participants de la conférence de Wannsee : le haut fonctionnaire de la police cité n'était pas Herbert Lange, le capitaine SS qui dirigeait les gazages de Chelmo, mais le commandant SS, Dr Rudolf Lange, Kommandeur de la Police et du SD pour la Lettonie représentant le commandant en chef de la Police et du SD pour le Commissariat du Reich dans les Territoires de l'Est.

Le commandant Rudolf Lange appartenait à l'Einsatzgruppe A (troupes SS d'intervention dans les territoires conquis) chargé de liquider les juifs dans les Pays Baltes. C'est lui qui, en novembre et décembre 1941, avait commandé sur le terrain - au bord des fosses de la forêt de Rambuli - les massacres de 14 000 juifs allemands tout juste arrivés de Berlin. A la fin de janvier 1942, les massacres reprirent.

Directeur-Gérant : G. ANTHONIOZ

N° d'enregistrement à la  
Commission paritaire : 31 739

GROU-RADENEZ & JOLY IMPRIMEURS - (1) 42 60 37 37 - PARIS 6